



LE DEVOIR

RECENSEMENT

Inquiétude chez les francophones hors Québec

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ
HÉLÈNE BUZZETTI

Adjoutant leurs voix à celles des Anglo-Québécois, c'est au tour des francophones hors Québec de se plaindre des conséquences de l'abandon du formulaire long obligatoire du recensement. Ils estiment que le manque de précision — voire l'absence — des données à propos de leurs communautés nuira à l'obtention de services adaptés à leurs besoins.

« On n'est très certainement pas apaisés parce que les premières données démontrent que la fiabilité et la comparabilité des données existent au niveau macro, mais qu'au niveau micro, elle n'est pas atteinte », explique en entretien téléphonique la directrice générale de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA), Suzanne Bossé.

En 2010, la FCFA avait contesté devant la Cour fédérale la décision d'Ottawa de rendre volontaire le formulaire de recensement long dans lequel se trouvaient les questions portant sur la langue. La FCFA avait perdu sa cause, mais le gouvernement conservateur avait par la suite accepté de transférer les questions linguistiques du nouveau formulaire long volontaire (ENM) au formulaire court obligatoire.

Sauf qu'à la lumière des premières données de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM) rendues publiques la semaine dernière, la FCFA juge que le compromis de 2010 n'a pas empêché une détérioration de la valeur des données qui concernent ses membres.

C'est qu'en dévoilant la première tranche de l'ENM, Statistique Canada a indiqué qu'elle ne rendrait pas publiques les données

VOIR PAGE A 8 : FRANCOPHONES

Lire aussi : L'éditorial de Josée Boileau : Et ça commence... Page A 6

AUJOURD'HUI



Le Monde : Aux États-Unis, Barack Obama est fragilisé par des scandales qui nourrissent les attaques des républicains. Page A 5

Actualités : Le ministre québécois de la Santé, Réjean Hébert, se défend de vouloir sabrer le programme de procréation assistée. Page A 3



Nouveau blogue : LeDevoir.com a lancé mardi un blogue collectif, *Le blogue urbain*, un rendez-vous quotidien sur le thème de l'urbanité. ledevoir.com/blogue-urbain



Avis légaux..... B 6
Décès..... B 5
Météo..... B 6
Mots croisés..... A 4
Petites annonces..... B 5
Sudoku..... A 4

LE DEVOIR AU FESTIVAL DE CANNES



FRANÇOIS MORI ASSOCIATED PRESS

L'actrice française Audrey Tautou posant pour les photographes, mardi, à la veille de jouer son rôle d'animatrice de la cérémonie d'ouverture du 66^e Festival de Cannes.

Érotisme et rêve américain

ODILE TREMBLAY
à Cannes

Sur la Croisette venteuse en veille de festival, des Cannois s'agglomèrent parmi les chaises et les échafaudages. « Je couche ici depuis dimanche, me dit une dame d'âge mûr, qui campe devant le Palais. Mais la nuit, c'est bien fait. » Avec d'autres gens ultra-patients, elle a attendu et attend encore, histoire de voir les stars de près et de leur tirer le portrait. Entre maniaques, chacun garde la place de l'autre qui doit s'éloi-

gner un moment. « C'est pire qu'avant, me dit-on. Arriver la veille ne suffit plus. » Une vraie communauté éphémère s'est formée ici et se réchauffe comme elle peut.

Devant eux, sur les immenses affiches de cette 66^e édition: le couple mythique, Paul Newman et Joanne Woodward, est en train de s'embrasser, tête-bêche, en double position fœtale. Le cinéma a besoin de se reconforter, en ces temps troublés, et

VOIR PAGE A 8 : CANNES

SABLES BITUMINEUX ET PÉTROLE DE SCHISTE

Une « onde de choc » mondiale est en vue

La surproduction de pétrole est une mauvaise nouvelle pour l'environnement

ALEXANDRE SHIELDS

L'augmentation de la production pétrolière nord-américaine est telle qu'elle provoque une véritable « onde de choc » planétaire, qui aura pour conséquence de freiner la hausse du cours de l'or noir au cours des prochaines années. Un scénario qui tranche avec ce qu'on prévoyait il y a à peine quelques années. Mais cette ruée vers l'énergie fossile risque aussi de mettre à mal la recherche de sources énergétiques moins destructrices.

« L'Amérique du Nord a déclenché une onde de choc qui se répercute dans le monde entier », a résumé mardi la directrice exécutive de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), Maria van der Hoeven, dans un communiqué présentant le dernier rapport semestriel de l'organisation sur l'évolution du marché pétrolier.

L'AIE prévoit ainsi que la capacité de production de pétrole brut planétaire augmentera de 8,3 millions de barils par jour entre 2012 et 2018, pour atteindre 103 millions de barils, des projections globalement plus élevées que dans son précédent rapport semestriel. Parallèlement, la demande devrait augmenter de 6,9 millions de barils par jour, à 96,68 millions.

Uniquement en Amérique du Nord, la croissance de la production devrait atteindre 4 millions de barils sur une base quotidienne. Au cours de la présente décennie, les pétrolières exploitant les ressources canadiennes comptent pour leur part doubler leur production quotidienne, à 3,5 millions de barils. Ce nouveau boom d'exploitation d'énergies fossiles est essentiellement le fait des multinationales qui tirent profit du pétrole de schiste — notamment dans le Dakota du Nord — et des sables bitumineux de l'Ouest canadien. L'extraction de ces deux types d'or noir est réputée plus pol-

Au Canada, la production quotidienne de pétrole devrait doubler au cours de la présente décennie

VOIR PAGE A 8 : PÉTROLE

Le philanthrope amoureux des sciences

L'École polytechnique aura un Institut de l'énergie grâce à un généreux don de 10 millions du Montréalais Lorne M. Trottier. Entretien avec un philanthrope qui a de grands rêves pour la science, mais qui garde les deux pieds sur terre.

LISA-MARIE GERVAIS

La science moderne a eu Galilée appuyé par les Médicis, les chercheurs en santé mondiale ont les Bill Gates et Warren Buffet, et le milieu scientifique montréalais a, entre autres, son Lorne M. Trottier. Très humble, l'homme d'affaires québécois, qui a donné jusqu'ici au-delà de 60 millions de dollars pour la recherche scientifique au Québec, n'oserait jamais la comparaison. Ce passionné de science préfère citer ces grands philanthropes comme des inspirations.

« J'ai énormément de respect et d'admiration pour le succès de Silicon Valley, pour les gens qui l'ont bâtie, et une partie de ce succès est dû à la philanthropie », a-t-il soutenu dans un entretien



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

VOIR PAGE A 8 : PHILANTHROPE

Lorne M. Trottier photographié dans l'atrium portant son nom à l'École polytechnique de Montréal.

ACTUALITÉS

Les victimes du passé s'estiment pénalisées

Des amendements ont été apportés au projet de loi sur les délais de prescription dans les cas de sévices sexuels

CAROLINE MONTPETIT

Des défenseurs de victimes de sévices sexuels se sont insurgés mardi contre des amendements apportés au projet de loi 22, en commission parlementaire à Québec, qui auraient selon eux pour effet de pénaliser les victimes ayant été agressées dans le passé, entre autres par des communautés religieuses.

En vertu de ces amendements, les personnes qui auraient été agressées il y a trois ans et moins, celles dont le délai de prescription n'est pas encore échu, ainsi que celles des années futures jouiraient d'un délai de prescription de trente ans pour poursuivre leur agresseur au civil. Cependant, toutes les autres seront soumises à la prescription de trois ans actuellement en vigueur.

Ces amendements au projet de loi 22 sur les victimes d'actes criminels ont été introduits la semaine dernière devant la commission parlementaire qui se penchait sur le projet de loi.

Selon Sébastien Grammond, doyen de la section de droit civil de l'Université d'Ottawa, «le problème, c'est que cette loi s'applique pour le futur seulement, alors que le gros problème, ce sont les sévices qui ont eu lieu dans un contexte institutionnel». Dans le cas du recours collectif pour sévices sexuels intenté contre les frères Sainte-Croix du Collège Notre-Dame, par exemple, le délai moyen entre les sévices et le recours en cour était de 43 ans...

De son côté, le ministre de la Justice Bertrand St-Arnaud a plutôt tenté de mettre l'accent sur le fait que la prescription dans les cas de sévices sexuels et de violence conjugale était désormais de 30 ans, et que cette prescription ne s'appliquait plus aux mineurs.

«L'imprescriptibilité n'existe nulle part», répond-il à ses détracteurs, en ajoutant qu'il lui est impossible de «faire renaître des situations juridiques» éteintes par des prescriptions déjà échues. Pour sa part, Sébastien Grammond y voit plutôt une façon «d'éviter d'avoir à régler les problèmes du passé».

Le Devoir

Un Québec plus branché et plus mobile

FABIEN DEGLISE

C'est la modernité qui veut ça. En 2012, les Québécois ont confirmé leur attachement — ou leur dépendance — aux nouveaux outils de communication. À preuve: 84% de la population dit aujourd'hui avoir une existence numérique, régulière ou occasionnelle. C'est 50% de plus qu'il y a 10 ans. Ces internautes consacrent également 2 heures 30 par jour à entretenir cette vie en ligne, indiquent les plus récentes données du Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations (CEFRIO), dévoilées mardi.

Sans surprise, Internet est également fréquenté plus que massivement par les 18-44 ans, dont à peine 1 à 4% affirment ne pas avoir succombé à l'appel du numérique. Les 75 ans et plus restent les plus discrets en ces lieux, avec un taux d'adoption de 33%, alors que ces nouveaux modes de communication, d'échange et de divertissement continuent leur percée auprès des 55-64 ans (80%) et des 65-74 ans (64%), résume la publication du CEFRIO intitulée *L'information du Québec en 2012* et reposant sur les données statistiques de sa série NE-Tendances récoltées auprès de 1000 personnes en juin et juillet

derniers. La marge d'erreur est de 3,4%, 19 fois sur 20.

Plus longtemps

Le temps passé en ligne au Québec est également en croissance. Peu importe l'outil utilisé pour se rendre dans les univers numériques (ordinateur, tablette, téléphone dit intelligent...), c'est 17 heures et 24 minutes qui sont en moyenne consacrées à la chose chaque semaine, ou près de 24 heures dans le cas des jeunes de 18 à 24 ans, soit l'équivalent d'une journée complète sur sept jours, révèle cette enquête. Ces mêmes jeunes fréquentent davantage ces mondes en passant par un appareil mobile (8,4 heures par semaine).

Enfin, le CEFRIO constate qu'en matière de vie privée, ce Québec branché avance avec prudence dans ces univers, en s'assurant que les sites fréquentés sont sécuritaires (56% disent le faire) ou en ne divulguant que les informations nécessaires (52%). La précaution semble porter ses fruits: malgré les cris d'alarme, à peine 0,1% des internautes auraient été victimes de vol de renseignements sur Internet en 2012, alors que 3,1% se sont fait voler leur identifiant et leur mot de passe.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Gilles Cloutier est ressorti diminué de son contre-interrogatoire à la commission Charbonneau, ses versions contradictoires sur un pot-de-vin destiné à Guy Chevrette pesant sur sa crédibilité.

COMMISSION CHARBONNEAU

Chevrette devra patienter

BRIAN MYLES

L'ex-ministre péquiste Guy Chevrette devra patienter avant de rétablir sa crédibilité à la commission Charbonneau.

La juge France Charbonneau a résisté aux appels pressants de l'avocat de M. Chevrette, Eric Vallières, pour devancer le témoignage de l'ancien ministre des Transports. La commission ne peut pas délibérer sur les requêtes en même temps qu'elle siège, a-t-elle expliqué. «On ne peut pas agir sous pression», a-t-elle lancé.

M. Chevrette demande le statut de participant et une audition hâtive à la commission afin de rétablir sa réputation et d'attaquer la crédibilité, jugée «très faible», de Gilles Cloutier. Le faire attendre serait «inapproprié» et «inhumain», a fait valoir M^e Vallières.

La juge Charbonneau a pris ses requêtes en délibéré, en indiquant qu'elle n'allait pas déroger au plan de match de la commission. À compter de mercredi, elle abordera les stratagèmes de corruption et de collusion à Laval, avec le témoignage de l'ancien directeur général, Gaétan Turbide.

Cloutier diminué

Gilles Cloutier est ressorti diminué de son contre-interrogatoire aux mains de l'avocate du Parti québécois (PQ), Estelle Tremblay. Ses versions contradictoires sur un pot-de-vin de 100000\$ destiné à M. Chevrette pèsent sur sa crédibilité.

Dans une entrevue à la journaliste Marie-Maude Denis, l'an dernier, M. Cloutier a déclaré qu'il avait remis 25000\$ à Gilles Beaulieu, un ami de M. Chevrette, pour influencer l'octroi d'un contrat à Roche, pour la réfection de la route 125, à Sainte-Julienne.

Le pot-de-vin devait accélérer le versement d'une subvention à la municipalité de Sainte-Julienne, explique-t-il dans le reportage. «La route de Saint-Donat, c'est un autre dossier», précise-t-il dans le topo.

Dans son témoignage à la commission Charbonneau, M. Cloutier a dit qu'il avait versé une première tranche de 25000\$ pour le prolonge-

ment de la 125... à Saint-Donat. Il n'a pas parlé de Sainte-Julienne.

Selon M. Cloutier, le pot-de-vin lui a permis d'avoir accès à M. Chevrette, qui était alors ministre des Transports. Celui-ci aurait par la suite retiré la gestion du projet à la municipalité, pour la confier à la MRC de la Matawinie. Roche a été en mesure d'influencer la composition et la décision du comité de sélection, et d'obtenir le contrat de Saint-Donat.

Confronté mardi au reportage de Radio-Canada, M. Cloutier s'en est pris à Marie-Maude Denis. «C'est elle qui s'est trompée hier. Elle a tout mélangé», fulmine-t-il.

M^e Tremblay a talonné l'ex-organisateur politique. «Je vous suggère, M. Cloutier, que vous ne faites que des inventions», a-t-elle suggéré.

«Je n'ai pas menti», a-t-il riposté d'un ton sec. Selon Gilles Cloutier, il y a eu des magouilles avec Gilles Beaulieu dans deux dossiers distincts. Il lui a bel et bien versé une avance de 25000\$, sur un pot-de-vin de 100000\$, pour le dossier de Saint-Donat. Une autre affaire de pot-de-vin de 25000\$ a été discutée entre M. Cloutier et M. Beaulieu, concernant la portion de la 125 à Sainte-Julienne. La transaction illicite entre les deux hommes n'a pas été finalisée.

Il aura fallu une question simple du commissaire Renaud Lachance pour permettre à Gilles Cloutier de s'extirper du bourbier dans lequel il s'enfonçait avec Estelle Tremblay.

L'avocate a réussi à le faire sortir de ses gonds en suggérant qu'il avait gardé les 25000\$ pour lui, à l'insu de son employeur au moment des faits, la firme de génie-conseil Roche. «Ben voyons donc, vous! Vous avez pas le droit de dire ça, s'est-il exclamé. C'est faux. J'ai jamais pris 25000\$.»

M. Cloutier a enfin corroboré une manchette du Journal de Montréal, en confirmant qu'il avait échangé sa résidence avec celle du Hells Angels Denis Houle, sous la menace d'une arme, en 2000. Il a fait un profit de 105000\$ dans cette transaction, qui a peu à voir avec le mandat de la commission.

Le Devoir

Québec fait confiance à Dessau

ISABELLE PORTER à Québec

La Ville de Québec n'a aucunement l'intention d'imiter Montréal en écartant la firme d'ingénieurs Dessau de ses appels d'offres. L'administration Labeaume dit même ne pas l'avoir envisagé.

«Les dossiers de Montréal peuvent être différents des dossiers de Québec», a expliqué le vice-président du comité exécutif, François Picard. «Dans la région de Québec, on n'a rien entendu jusqu'à présent.»

À la fin d'avril, le maire de Montréal, Michael Applebaum, avait annoncé que Dessau serait écartée de tous les contrats publics pendant cinq ans en raison des aveux de son président sur la collusion devant la commission Charbonneau.

À Québec, on n'a même pas envisagé de faire de même. «A moins qu'on ne nous donne des preuves qu'il y a collusion ou corruption, pour l'instant, à Québec, on n'entend parler de rien et on va continuer de donner des contrats à ces firmes-là», a ajouté M. Picard.

Ce dernier a répondu à des questions sur le sujet lors du bilan des contrats donnés de 2008 à 2012 dans la gestion des immeubles. Au cours de ces années, les firmes embauchées par la Ville ont facturé en moyenne des extras de 7,69% par rapport aux montants prévus au départ.

Cela correspond à 19 millions de dollars de plus sur un total de 268 millions. Cet écart se compare à ce qu'on observe à la Société immobilière du Québec, chez les universités et les «gros propriétaires», a souligné le directeur des bâtiments, Donald Desrosiers.

Il ajoute que ces extras sont dus en bonne partie à l'âge avancé des structures et bâtiments de la Ville, dont plusieurs sont centenaires, à des problèmes de sols et à l'impact de nouvelles réglementations, comme celle sur l'amiante.

La Ville se dit par ailleurs satisfait de ces résultats puisqu'elle avait comptabilisé des écarts de 2,7% plus élevés dans ses prévisions.

Le Devoir

Prête-noms: 11 ingénieurs d'Axor en appel

MARCO FORTIER

Ouze ingénieurs de la firme Axor, accusés par leur ordre professionnel d'avoir recouru à des prête-noms pour contribuer à des partis politiques, ont obtenu la permission d'en appeler au Tribunal des professions.

Ces professionnels contestent la juridiction du Conseil de discipline de l'Ordre des ingénieurs dans cette affaire. Ils reconnaissent avoir fait des

dons à trois partis politiques (le Parti québécois, le Parti libéral du Québec et la défunte Action démocratique du Québec), puis avoir été remboursés par leur employeur — qui a reconnu sa culpabilité à des infractions à la loi électorale.

À l'époque, entre 2006 et 2008, les employés qui faisaient des contributions politiques à l'aide de prête-noms n'étaient toutefois pas visés par la loi électorale. Seuls les employeurs étaient soumis à

la loi. En outre, ces gestes «ne portent pas atteinte à l'honneur ou à la dignité de la profession d'ingénieur», plaident les 11 employés.

Dans une décision rendue le 6 mai, le Tribunal des professions s'est montré sensible aux arguments des ingénieurs d'Axor: «Les questions soulevées par les requérants sont sérieuses et d'intérêt général», mentionne le Tribunal. Le texte précise que les ingénieurs «ont des arguments défendables».

L'Ordre des ingénieurs est déçu par cette décision, qui retarde plus de 350 enquêtes de même nature, sur des contributions à des partis politiques par des ingénieurs. «Il est clair que les requérants-intimés utilisent tous les moyens à leur disposition pour tenter de se soustraire au débat de fond sur leurs contributions à des partis politiques», a réagi l'Ordre dans un courriel au Devoir.

Le Devoir

ÉMISSION INTERACTIVE
TV5.ca/duo

LA BEAUTÉ SOUS TOUTES SES FACES

13 INVITÉS
13 SUJETS
1 NOUVELLE SÉRIE

MIROIR

CE SOIR • 19H30

Beauté et transformations corporelles avec Mireille Deyglun

TV5

ACTUALITÉS

Imposer sa marque



MANON CORNELIER
à Ottawa

Le gouvernement Harper n'en démord pas. Soir après soir, durant les séries éliminatoires de hockey, il diffuse ses publicités vantant son plan d'action économique. À quel prix? Il refuse de le dire, mais on devine que ce n'est pas donné.

Ce barrage publicitaire ne s'arrête pas au hockey. À tout moment, en particulier aux heures de grande écoute, le logo du Plan d'action (PAE) surgit sur nos écrans. Impossible de le manquer. Impossible de ne pas en avoir assez.

Le gouvernement, lui, ne voit pas ce qu'il y a de mal à cela. «*Tout le monde sait qu'il est important que les Canadiens comprennent bien les mesures qui sont proposées par le Parlement et qui auront des répercussions sur eux. Notre pays, le Canada, est sorti de la récession en affichant l'un des meilleurs bilans du monde industrialisé en matière de création d'emploi. Les Canadiens doivent le savoir [...]*», a répondu le premier ministre Stephen Harper au chef libéral Justin Trudeau, la semaine dernière.

«*La publicité représente pour le gouvernement un moyen essentiel d'informer les Canadiens de questions importantes*», a renchéri sans sourcilier le président du Conseil du trésor, Tony Clement. Et son collègue des Finances, Jim Flaherty, d'en remettre dimanche en disant que «*les Canadiens ont le droit de savoir ce que fait leur gouvernement*».

Ils omettent un gros détail. La plupart des publicités télévisées du PAE n'ont rien à voir avec l'information du public. Elles servent avant tout à vanter les prétendues retombées des politiques du gouvernement et à promouvoir l'image des conservateurs. Les auditeurs qui veulent vraiment apprendre quelque chose sur les programmes fédéraux doivent faire un détour par un site Internet.

◆◆◆
Un sondage réalisé en 2012 pour le compte du gouvernement, et obtenu par La Presse canadienne en vertu de la Loi d'accès à l'information, montrait que la majorité des gens interrogés considéraient que ces publicités étaient de la propagande ou du gaspillage. Seulement 6 des 1000 personnes interrogées disaient avoir consulté le site Internet.

Mais une analyse fine des résultats par le bureau du Conseil privé avait permis de constater que de 42 à 47% des gens avaient gardé une image positive du gouvernement. On comprend mieux pourquoi il persiste à les diffuser. Et à promouvoir son image à nos frais, compressions budgétaires ou pas.

Car cela coûte cher. De 2009 à 2012, le gouvernement fédéral a ainsi dépensé au moins 113 millions de dollars pour la promotion de son seul plan économique. Et ce n'est pas fini. Il a publié le 3 mai dernier un appel d'offres pour des services de publicité supplémentaires. «*Cette initiative publicitaire, est-il écrit, a pour but d'informer les Canadiens au sujet de projets et programmes clés qui relèvent du Plan d'action économique du Canada (PAE)*», mais aussi «*à renforcer la confiance des consommateurs dans l'économie canadienne et l'orientation du pays*».

Ce contrat durera jusqu'en 2014 et pourra être renouvelé à deux reprises pour une période d'un an. Cela veut donc dire qu'on espère continuer ces publicités jusqu'en 2016! Après les prochaines élections fédérales...

◆◆◆
Pendant ce temps, alors qu'il prétend nous informer, ce même gouvernement fait tout ce qu'il peut pour éviter que ses politiques soient scrutées d'un peu trop près par les élus, la presse et le public. Une de ses armes favorites est le bâillon, qu'il a imposé plus souvent que tout autre gouvernement avant lui.

Il a récidivé la semaine dernière, limitant l'étude du projet de loi budgétaire, omnibus bien sûr. C'est ce projet C-60 qui, entre autres, permet au Conseil du trésor de se mêler des négociations collectives au sein des sociétés d'État.

De nombreux volets du C-60 auraient mérité des projets de loi distincts et des heures de débats, mais après seulement quelques jours d'échanges, C-60 a été renvoyé au Comité des finances avec ordre de confier une partie du travail à d'autres comités.

La commande a été passée il y a tout juste une semaine aux comités de l'industrie, des anciens combattants, des ressources humaines, de l'immigration et des affaires étrangères. Avec ordre de faire rapport à celui des finances le 27 mai au matin. Ceci veut dire qu'ils n'auront eu que deux ou trois jours pour entendre des témoins, la Chambre ne siégeant ni cette semaine ni lundi prochain.

Cette parodie de consultation s'ajoute au refus de répondre aux questions en Chambre, de donner au directeur parlementaire du budget les documents qu'il demande, de donner (tel que promis en 2005) plus de pouvoirs au Commissaire à l'information, d'expliquer comment ont été dépensés les 3,1 milliards de l'Initiative d'antiterrorisme que le Vérificateur général n'a pu trouver...

Alors, quand ce gouvernement dit vouloir informer la population, on sourit cyniquement. Ce ne sont pas ses politiques qu'il explique, c'est une marque de commerce — Plan d'action économique — qu'il promet. Comme une marque de chaussures. D'ailleurs, et ce n'est pas une farce, le logo du PAE apparaissait sur les nouveaux souliers que le ministre Flaherty s'est achetés pour la présentation de son dernier budget.



CLÉMENT ALLARD LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre de la Santé, Réjean Hébert, a mandaté la Commission à la santé et au bien-être pour revoir la pertinence d'offrir certains services de procréation assistée.

Le programme de procréation assistée n'est pas menacé

JESSICA NADEAU

Correspondante parlementaire à Québec

Le ministre de la Santé, Réjean Hébert, se défend de vouloir sabrer le programme de procréation assistée, mais songe à mettre des «*balises*» pour en améliorer l'efficacité.

«*Il n'est pas question de remettre en question le programme de procréation médicalement assistée*», a soutenu le ministre de la Santé, Réjean Hébert, à la suite des révélations du *Devoir* selon les-

quelles il avait mandaté la Commission à la santé et au bien-être pour revoir la pertinence d'offrir certains services de procréation assistée.

Selon lui, ce programme «*a fait la démonstration qu'il était utile*», mais devrait «*cibler les gens qui en ont vraiment besoin et permettre qu'il y ait des balises pour éviter les dérapages éthiques*».

L'ancien ministre de la Santé, Yves Bolduc, qui a instauré ce programme en 2010, estime que le Québec a «*le meilleur programme de procréation assistée au monde*». Il

n'est pas contre l'idée de «*ré-évaluer les choses*», à la condition de ne «*pas remettre en question ce programme*».

Philippe Couillard, qui était opposé à la gratuité lorsqu'il était ministre de la Santé, a fait savoir, par le biais de son attaché de presse Harold Fortin, qu'il était «*normal*» de revoir un programme après quelques années et qu'il attendrait les conclusions du rapport de la commission avant de se prononcer sur les suites à donner au programme.

Le Devoir

Québec compte défendre son expertise de protection du saumon atlantique

JESSICA NADEAU

Correspondante parlementaire à Québec

Québec s'inquiète de l'incursion du fédéral dans la protection du saumon atlantique et entend prendre les grands moyens pour conserver l'expertise et la juridiction québécoise dans ce dossier.

«*Ça m'inquiète*», a soutenu le ministre de l'Environnement, du Développement durable, de la Faune et des Parcs, Yves-François Blanchet, à l'entrée du

caucus mardi matin. *Mon intention est bien sûr de protéger le bon travail qui a été fait par les fédérations responsables du saumon atlantique au Québec. Et si cela veut dire de recommander au fédéral de nous laisser faire notre travail comme il faut, je le ferai sans hésiter.*

Il réagissait aux révélations du *Devoir* selon lesquelles Ottawa souhaite inscrire le saumon du Québec sur la liste des espèces en péril, ce qui lui donnerait préséance sur la gestion des eaux douces, qui est de juri-

diction provinciale. «*On va leur faire remarquer [à Ottawa] qu'ils n'ont aucune expertise et aucune ressource qui est affectée à ça présentement, tandis que nous, on y travaille déjà activement.*»

Le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, Alexandre Cloutier, a soutenu qu'il allait se charger «*personnellement*» du dossier, étant lui-même un adepte de la pêche au saumon.

Avec Robert Dutriscac
Le Devoir

Harper remercie Penashue

Ottawa — Le premier ministre Stephen Harper ne s'émeut pas outre mesure de la défaite de son ministre Peter Penashue à l'élection partielle tenue lundi soir au Labrador. Lors d'un passage à l'Île-du-Prince-Édouard, M. Harper a été invité à commenter le résultat décevant de son candidat, qui n'a obtenu que 32,5% des voix contre 48,2% pour la libérale Yvonne Jones. «*Peter Penashue savait très bien que ce serait difficile. En même temps, il a été déterminé à faire la bonne chose et il a pris cette décision. Évidemment, nous le remercions pour ses services*», s'est contenté de répondre M. Harper avant de mettre un terme au point de presse. Il n'a pas repris à son compte la déclaration du Parti conservateur la veille qui a soutenu que la victoire libérale était une preuve que le nouveau chef libéral Justin Trudeau «*n'était pas à la hauteur*», au motif que le taux d'appui obtenu par M^{me} Jones est inférieur aux intentions de vote enregistrées dans les sondages de début de campagne. M. Penashue a démissionné après avoir reconnu qu'il avait dépensé plus que permis et accepté plus de 45 000\$ en dons d'entreprises illégaux lors de l'élection de 2011. Il avait gagné son siège par 79 voix.

Le Devoir

Brazeau juge ses options

Ottawa — Le sénateur indépendant Patrick Brazeau imite son collègue Mac Harb et indique qu'il n'a pas l'intention de rembourser les 34763,97\$ que lui réclame le Sénat en allocations de dépenses versées supposément à tort. «*Le sénateur Brazeau tentera d'obtenir des clarifications et considérera toutes les options qui s'offrent à lui pour faire renverser cette conclusion*», est-il écrit dans un communiqué de presse. M. Brazeau se fait reprocher d'avoir réclamé des allocations de dépenses pour sa résidence principale située à plus de 100 kilomètres de la capitale nationale. Or il avait aussi une adresse à Gatineau. Un rapport de la firme Deloitte et Touche a conclu que la définition du Sénat de «*résidence principale*» n'était pas claire, mais le Bureau de régulation interne du Sénat a tranché qu'elle l'était suffisamment pour exiger un remboursement à MM. Brazeau et Harb. Le conservateur Mike Duffy avait précédemment remboursé les quelque 90 000\$ en litige. «*Il n'est pas clair comment le Bureau de régulation interne peut arriver à cette conclusion alors qu'il n'existe pas de définition de ce qui constitue, aux fins d'application de sa politique, une résidence principale*», écrit M. Brazeau.

Le Devoir

Des bourses majorées pour 130 000 étudiants

ROBERT DUTRISAC

Correspondant parlementaire à Québec

Quelque 130 000 étudiants bénéficiaires du programme de prêts et bourses toucheront une bourse majorée de 190\$ par an en moyenne.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, Pierre Duchesne, a dévoilé mardi ce «*consensus*» émanant du «*chantier*» sur l'aide financière aux études auquel ont participé les principales associations étudiantes, à l'exception de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). Ce chantier, présidé par l'ancien leader étudiant Pier-André Bouchard St-Amand, devait proposer une façon d'améliorer le régime de prêts et bourses à même une enveloppe de 25 millions promise au Sommet sur l'enseignement supérieur. Il a élaboré deux scénarios.

Comme l'écrivait *Le Devoir* la semaine dernière, Pierre Duchesne a rejeté le premier scénario, qui prévoyait la conversion en bourses des prêts consentis par le gouvernement Charest pour couvrir la hausse des droits de scolarité. «*Ceux qui en profitaient étaient des gens qui avaient des revenus plus élevés*», a-t-il souligné. Dans «*l'esprit de l'aide financière aux études*», le ministre trouvait préférable «*d'aider ceux qui ont le plus besoin de cette forme d'aide*».

Augmenter les frais de subsistance

Ainsi, le scénario retenu prévoit d'augmenter davantage les frais de subsistance admis dans le calcul de la bourse, soit de 12\$ par mois dans le premier scénario à 20\$ dans le deuxième, ou 160\$ pour les huit mois de l'année scolaire. Près de 20 des 25 millions sont réservés à l'augmentation de ces frais de subsistance.

La hausse du seuil d'exemption de la contribution parentale, qui doit passer graduellement de 28 000\$ à 45 000\$ d'ici 2016, sera légèrement accélérée. Dès septembre prochain, le seuil sera haussé à 37 000\$ (au lieu de 36 000\$), et l'année suivante, à 41 000\$ (au lieu de 40 000\$). Grâce à cette majoration, quelque 25 000 étudiants toucheront une aide supplémentaire de 135\$ l'an prochain, a mentionné Pier-André Bouchard St-Amand.

Enfin, le gouvernement maintient le prêt accordé pour les dépenses de transport des étudiants à temps partiel en région, ce qui représente 728\$ par an pour un étudiant universitaire.

Ces mesures sont financées à même la réduction du crédit d'impôt de 20% à 8%, surtout encaissé par les parents, ce qui dégage quelque 40 millions l'an prochain.

Le Devoir

Forages: Québec veut changer les règles du jeu

La nouvelle mouture du règlement sur l'eau potable, actuellement en élaboration, pourrait changer la donne pour les compagnies pétrolières qui veulent forer le sol québécois à la recherche d'hydrocarbures.

Selon Radio-Canada, le gouvernement, qui a terminé la version préliminaire du texte, veut imposer la réalisation d'études hydrogéologiques avant de donner son feu vert à tout forage sur son territoire.

Ces études sur les eaux souterraines, réalisées par Québec, seront nécessaires pour tous les projets, même ceux déjà annoncés. Il n'y aurait donc pas de droits acquis pour les compagnies — comme Pétrolia en Gaspésie — qui ont déjà des permis de forage en poche.

«*À partir du moment où on dit voilà les nouvelles règles, ils doivent se conformer aux nouvelles règles*», a dit la première ministre Pauline Marois lors de son passage à Gaspé vendredi.

«*Les permis de forage n'ont pas préséance sur le règlement sur l'eau potable. C'est deux choses qui s'appliquent en même temps et que l'entreprise doit respecter*», a pour sa part affirmé le ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet.

Pétrolia possède un permis d'exploration sur le territoire de la Ville de Gaspé, qui lui a été octroyé par l'ancien gouvernement libéral. La compagnie a toutefois suspendu son projet de forage afin de négocier une entente avec la municipalité qui avait adopté un règlement pour protéger ses sources d'eau. En avril dernier, Pétrolia a déposé une requête en Cour supérieure afin de faire invalider le règlement de la Ville de Gaspé.

Le nouveau règlement sur l'eau potable doit être déposé d'ici le début de l'été.

Le Devoir

ACTUALITÉS

Le Canada se retire de la Conférence sur le désarmement

Ottawa — Le Canada tourne de nouveau le dos à la Conférence des Nations unies sur le désarmement en raison d'une présidence controversée. L'Iran occupera la présidence de l'organisation à la fin mai, poussant le ministre des Affaires étrangères, John Baird, à annoncer mardi que le Canada s'abstiendra de participer aux séances pendant ce mandat. Aux dires du porte-parole ministériel, Rick Roth, offrir ladite position à l'Iran, même si cela n'est que temporaire, équivaut à tourner en ridicule toute cette problématique. « En Irak, en Syrie, au Liban et ailleurs, le régime œuvre directement à l'encontre des objectifs mondiaux en matière de désarmement et sape les principes fondamentaux du comité, a-t-il indiqué. Les leaders iraniens ignorent de façon flagrante leurs obligations internationales, tout en nuisant à la sécurité de la région. » La République islamique présidera du 27 mai au 23 juin la Conférence sur le désarmement, qui regroupe 65 États. Il ne s'agit pas du premier retrait temporaire du Canada. En 2011, la Corée du Nord avait elle aussi occupé la présidence, poussant le Canada à s'abstenir de participer aux réunions. Les États-Unis n'avaient pas suivi Ottawa à cette occasion, mais cette fois, ils n'envoieront pas d'ambassadeur lors des séances présidées par l'Iran. Washington argue en effet que les pays sous le coup de sanctions de l'ONU ne devraient pas pouvoir occuper de telles fonctions. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a quant à lui simplement dit, par la voix d'un porte-parole, qu'il désirait que la conférence puisse progresser.

La Presse canadienne

D Lire aussi : Les citoyens de la Colombie-Britannique étaient appelés aux urnes mardi pour élire un nouveau gouvernement. En poste depuis 2011, la première ministre Christy Clark tentait de mener les troupes libérales à une nouvelle victoire face au Nouveau Parti démocratique mené par Adrian Dix. Lors de la dissolution de l'Assemblée législative le 16 avril dernier, le parlement était composé de 45 députés libéraux, 36 néodémocrates et 4 indépendants. Pour connaître les résultats du vote, rendez-vous à ledevoir.com.

Pont Champlain: la signature architecturale y sera

JEANNE CORRIVEAU

Le ministre fédéral des Transports s'est finalement laissé convaincre de l'importance d'une signature architecturale pour le futur pont Champlain. Mais comme Denis Lebel n'est pas persuadé que le lancement d'un concours d'architecture international est la meilleure option, il a confié à un comité le soin d'analyser divers scénarios.

Pressé depuis des mois de lancer un concours d'architecture pour le nouveau pont, le ministre Lebel a plutôt décidé de s'associer à la Ville de Montréal et à la fondatrice du Centre canadien d'architecture, Phyllis Lambert, pour analyser trois options qui permettraient d'intégrer les critères architecturaux à la conception du nouveau pont.

Outre le concours d'architecture, le comité épaulé par des experts locaux et internationaux en architecture et en design examinera deux autres options, soit le « dialogue compétitif — une procédure qui permet de discuter de diverses solutions avec des candidats potentiels — et l'élaboration de lignes directrices architecturales », a expliqué le ministre



Même s'il ne cesse de se dégrader, le pont Champlain ne présente pas de risque pour les automobilistes, assurent les autorités.

Lebel lors d'une conférence de presse au CCA en compagnie d'Elaine Ayotte, responsable de la culture au comité exécutif de la Ville de Montréal, et de Phyllis Lambert.

« On n'est pas sûr que le concours d'architecture est la solution, a indiqué le ministre. On

va analyser les trois options. Si un concours d'architecture nous fait défoncer l'échéancier et les coûts, on ne sera pas d'accord avec. Une analyse se fera au mérite. » Le ministre s'attend à obtenir les conclusions de cette démarche au plus tard en septembre. En parallèle, la firme Price

Une fissure

L'état du pont Champlain continue de se dégrader. Radio-Canada a révélé mardi qu'une fissure de six mètres de long avait été découverte en bordure d'un joint de dilatation. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un problème structurel, cette fissure présente un danger d'accident pour les automobilistes, a soutenu sous le couvert de l'anonymat un ingénieur responsable jusqu'à tout récemment de l'inspection du pont. La société fédérale qui gère le pont Champlain a indiqué qu'une plaque d'acier avait été installée sur la chaussée et que la sécurité des automobilistes n'était pas en péril.

Waterhouse Coopers poursuit la préparation du plan d'affaire qui déterminera notamment les paramètres techniques du projet et les échéanciers.

Pas des plantes vertes

Les élus montréalais auraient souhaité la tenue d'un

concours international d'architecture, mais Elaine Ayotte croit que dans les circonstances, mieux vaut participer au processus plutôt que de rester campé dans ses positions. « Le ministre aurait très bien pu agir tout seul. Non, il fait une démarche, a-t-elle fait remarquer. Et vous pouvez être certains d'une chose: M^{me} Phyllis Lambert et moi-même n'avons pas l'intention d'être des plantes vertes ni d'être des figurantes. Montréal ne peut pas rater cette occasion-là. »

Les tergiversations du fédéral au sujet d'un concours d'architecture international irritent le président de l'Ordre des architectes du Québec, André Bourassa. Il craint d'ailleurs que le fédéral invoque un manque de temps pour choisir la formule du dialogue compétitif. « Le dialogue compétitif, une formule sans jury, et ça se passe derrière des portes closes. Pour nous, ce n'est pas une solution qui réponde aux objectifs de transparence et de saine gestion auxquels on est en droit de s'attendre pour un ouvrage de cette envergure-là. Je ne comprends pas qu'on perde du temps à ce moment-ci », a-t-il dit.

Le Devoir

Les punaises prospèrent toujours

Montréal estime que le nombre d'infestations reste stable, mais les exterminateurs dépeignent une autre réalité

JEANNE CORRIVEAU

Selon la Ville de Montréal, le nombre de ménages infestés par les punaises de lit est demeuré stable au cours des trois dernières années. Mais sur le terrain, la réalité est tout autre, affirment les entrepreneurs en gestion parasitaire, qui observent plutôt une hausse alarmante des infestations de punaises à Montréal.

Deux ans après avoir lancé un plan d'action pour lutter contre les punaises de lit en collaboration avec la Direction de santé publique (DSP), la Ville estime avoir ralenti la progression de ces parasites. Le sondage qu'elle mène chaque année auprès de 1000 répondants indique que 2,2% des ménages de l'île, soit 18700 ménages, ont été aux prises avec des punaises en 2012, contre 2,8% l'année précédente.

De son côté, le registre qui compile les interventions des gestionnaires de parasites révèle que 12783 logements sur le territoire de la ville de Montréal ont fait l'objet d'une extermination. « La situation est stable. Elle n'a pas pris plus d'ampleur depuis les cinq dernières années, contrairement à d'autres grandes agglomérations nord-américaines, mais le travail n'est pas terminé », a expliqué mardi le responsable de l'habitation au comité exécutif, Benoit Dorais, qui a rappelé l'importance pour les Montréalais de redoubler de prudence avec l'approche de la saison des déménagements.

Hors de contrôle?

Ces propos rassurants ne concordent pas avec la réalité, estime Pierre St-Louis, président de l'Association québécoise de la gestion parasitaire. Depuis 2002, les interventions dans les domiciles augmentent de façon exponentielle chaque année, constate-t-il. « Les punaises représentent maintenant 50% de nos interventions. [...] Les gens achètent de plus en plus de produits pour faire le travail eux-mêmes », dit-il, attribuant cette situation au refus des propriétaires de s'occuper du problème ou de la honte de certains locataires à signaler le problème.

Selon lui, le nerf de la

guerre, c'est l'information du grand public. Pour livrer bataille à la punaise de lit, Québec devra faire une campagne panquébécoise d'information avec panneaux publicitaires et publicité dans les médias, dit-il: « C'est utopique de penser qu'on a le contrôle. On n'a pas le contrôle en ce moment. »

Les données de la Ville ne tiennent pas compte des commerces et des institutions comme les hôpitaux, les CHSLD, les bibliothèques et les refuges pour itinérants, des endroits où les infestations sont importantes, souligne pour sa part Harold Leavey, propriétaire de Maheu Extermination. Lui aussi croit qu'une campagne d'information d'envergure est incontournable.

Les déménagements sont particulièrement propices à la propagation des punaises de lit. Harold Leavey relate que lors d'une tournée dans huit arrondissements effectuée l'an dernier dans le cadre d'un tournage, il a inspecté des matelas abandonnés sur le trottoir: « Sur 15 matelas, il y en avait 14 dans lesquels on a trouvé des punaises. Dans le cas de trois ou quatre d'entre eux, des gens étaient en train de les ramasser pour les apporter chez eux. »

Le Devoir

MASTECTOMIE PRÉVENTIVE

L'exemple Jolie

PAULINE GRAVEL

Les principaux spécialistes du cancer du sein du Québec saluent la démarche d'Angelina Jolie, qui a révélé qu'elle venait de subir une ablation préventive des seins. Sa confiance aidera, espèrent-ils, à lever le tabou entourant cette intervention.

Rappelons d'abord que la mastectomie préventive n'est proposée qu'aux femmes porteuses d'une mutation dans le gène BRCA1 ou le gène BRCA2. Environ 2,5% de la population québécoise est porteuse d'une telle mutation. Et les mutations affectant l'un ou l'autre de ces gènes ne sont responsables que de 5 à 10% de tous les cas de cancers du sein et de l'ovaire.

Parmi les critères qui permettent de reconnaître les personnes qui sont porteuses d'une mutation sur BRCA1 ou BRCA2 figurent la présence de proches parents (sœur, mère, grand-mère), autant du côté maternel que paternel, qui ont souffert d'un cancer du sein ou qui y ont succombé avant l'âge de 50 ans. « Les hommes peuvent aussi être porteurs d'une mutation dans les gènes BRCA1 ou BRCA2 et la transmettre à leurs enfants, souligne la D^{re} Provencher, gynécologue-oncologue au CHUM.

Quand une personne répond à certains de ces critères, on lui propose de passer le test génétique [qui permettra de confirmer ou d'infirmer si elle est porteuse d'une mutation], qui s'effectue par une simple prise de sang », explique la D^{re} Provencher.

Les personnes porteuses d'une mutation BRCA1 ou BRCA2 courent un risque d'environ 60% de développer un cancer du sein doublé d'un risque allant de 40 à 50% de souffrir d'un cancer de l'ovaire. Certains individus porteurs d'une mutation des gènes BRCA1 ou BRCA2, comme Angelina Jolie, peuvent aussi présenter des défauts dans d'autres régions du génome. C'est pourquoi l'actrice affirme que son risque de cancer du sein s'élevait à 87%.

Quatre stratégies

Quatre stratégies sont proposées aux femmes porteuses d'une mutation BRCA1 ou BRCA2. La première consiste en un suivi serré comprenant chaque année un examen clinique et par résonance magnétique des seins, ainsi qu'une mammographie, de même qu'une échographie pelvienne de l'abdomen dans le but de dépister un cancer de l'ovaire. « Cette surveillance étroite ne prévient rien, mais peut permettre de dépister un cancer plus rapidement », fait remarquer le Dr André Robidoux du CHUM. La D^{re} Provencher ajoute que chacun de ces examens est source de stress pour la femme.

Les femmes peuvent aussi opter pour une médication préventive au tamoxifène, qui peut diminuer de 50% le risque de cancer du sein. Mais ce médicament peut induire des effets indésirables, tels que des phlébites, des embolies et des cancers de l'utérus.

D'autres choisissent l'ablation des ovaires et des trompes de Fallope, car les méthodes de surveillance sont inefficaces à détecter ce cancer, lequel est associé à un faible taux de survie. Cette intervention, qui permet aussi de diminuer de 50% le risque de cancer du sein, entraîne toutefois une ménopause immédiate.

L'ablation préventive des seins permet quant à elle de réduire de plus de 95% le risque de cancer du sein.

« Cette intervention s'accompagne d'une reconstruction mammaire immédiate, précise le Dr Robidoux. L'ablation d'organes sains à des fins de prévention de cancer n'est pas nouvelle. On la pratique depuis longtemps pour le cancer de la thyroïde et le cancer du colon. Pour le cancer du sein entrent toutefois en jeu d'autres dimensions, telles que la féminité, l'image corporelle et l'érotisation », qui contribuent à rebouter certaines femmes.

« C'est une bonne décision d'opter pour la mastectomie préventive, mais il faut être prête, et ça ne convient pas à toutes les femmes. Il s'agit d'un choix personnel, affirme la D^{re} Chiquette, qui coordonne le programme de dépistage dans la région de la Capitale-Nationale. Ce sont souvent des femmes qui ont des enfants qui vont opter pour cette solution, parce qu'elles ont vu leur sœur ou leur cousine mourir en laissant de jeunes enfants. C'est un peu ce qui a motivé M^{me} Jolie. » Dans le *New York Times*, Angelina Jolie affirmait en effet qu'elle pouvait maintenant dire à ses enfants qu'ils n'ont plus à craindre de perdre leur mère à cause d'un cancer du sein.

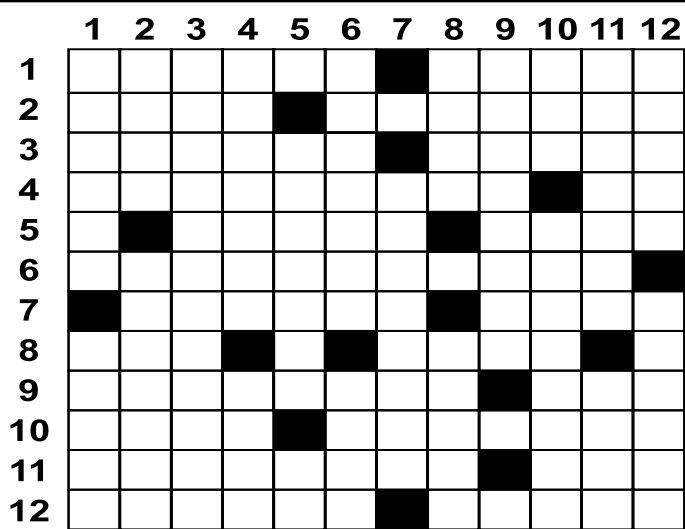
Selon la D^{re} Provencher, la sortie d'Angelina Jolie permettra aux femmes qui choisissent la mastectomie « de sortir de l'isolement, de ne pas subir l'ostacisme et de relever la tête, car plusieurs patientes affirment qu'elles ne se déshabillent jamais devant leur mari ».

Le test génétique — chez les femmes particulièrement à risque —, la mastectomie et l'ovariectomie préventives, de même que la reconstruction mammaire, sont entièrement couverts par l'assurance-maladie du Québec.

Le Devoir

D Lire aussi : Une version longue de ce texte est disponible à ledevoir.com.

MOTS CROISÉS



HORIZONTELEMENT

- Pièce du calice d'une fleur - Mammifère chinois.
- Le Canada en fait partie - Diverses.
- Traite une plante de façon à l'empêcher de grandir - Plus bas.
- Constituent une gène - Pronom indéfini.
- Petit chemin - Maison en rondins.
- Qui passe bien au petit écran.
- Chien bas sur pattes - Est formée dans le foie.
- Marque la réticence - Palmier.
- Concentration d'acide urique dans le sang - Élément de poulie.
- Partie d'un panier - Petit poisson.
- Mettre une plante dans un autre récipient - Colère littéraire.
- Athéna ou Isis - Intenter une action.

VERTICALEMENT

- Poème - Oiseau.
- Rend service sur un

- établi - Qui a la blancheur de l'ivoire.
- Système politique tendant à l'union de tous les peuples musulmans.
- Aromatisées avec une plante - Pieds de vigne.
- Personne avide, qui tire de l'argent par tous les moyens - Coccyx.
- Divulguée - Réduit à l'obéissance.
- Bien plus qu'une dizaine.
- S'adresse à un Dieu - Attendue des enfants.
- Et aussi.
- Partie d'église - Augmentation.
- Prise à autrui - Sa capitale est Dublin.
- Posture d'un yogi - Élargir l'ouverture.

1 REEDITE SHAH
2 EXPO RUBEOLE
3 DEISME USTER
4 IRES SASSIS
5 SCRIPPHILIE
6 TE ERRE ON
7 RECRE RENIER
8 I A TAIN DRU
9 BARGE TARETS
10 UNCTINEE HAIT
11 EGARD ULULER
12 RENOUER MELE

SOLUTION DU DERNIER

Sudoku

par Fabien Savary

8	1	4		2	9			
	4				2		1	
				1	6		7	
	5	7		2	3			
6			5					3
		9	6	4				
	1				7			
	2			1			7	9
7				4				

Niveau de difficulté : FACILE

2376

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

8	3	2	6	4	1	5	9	7
5	7	1	3	9	2	4	8	6
6	4	9	5	7	8	3	1	2
3	1	5	2	6	9	7	4	8
2	9	4	7	8	5	1	6	3
7	6	8	1	3	4	9	2	5
9	5	6	8	1	3	2	7	4
4	2	7	9	5	6	8	3	1
1	8	3	4	2	7	6	5	9

2375

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary
En exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com

LE MONDE

ÉTATS-UNIS

Obama fragilisé par les imprévus

Les écoutes électroniques et les enquêtes du fisc sur la droite minent le début de mandat du président

Rien ne semble se dérouler comme prévu pour Barack Obama à l'aube de son second mandat. Le président américain espérait que celui-ci marque sa réussite sur trois dossiers forts: la réforme de l'immigration, la réduction du déficit et le changement climatique. Mais désormais, son administration est sous le feu nourri des attaques des républicains concernant des scandales qui, bien qu'encore loin de l'ébranler, mettent la Maison-Blanche sur la défensive.

Une enquête a été ouverte pour déterminer si le fisc américain avait enfreint la loi en ciblant des groupes conservateurs, a annoncé mardi le ministre de la Justice, Eric Holder. «J'ai ordonné l'ouverture d'une enquête. Le FBI travaille avec le ministère de la Justice pour voir si la loi a été violée dans l'affaire liée à l'IRS [Internal revenue service]», a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse.

Les langues se sont en effet déliées, vendredi, au sein de l'IRS. Le service des impôts américains a jugé bon de faire son mea culpa avant la publication, attendue cette semaine, d'une enquête menée par l'inspecteur général de l'administration des impôts au sein du département du Trésor. Le fisc a en effet reconnu que des fonctionnaires avaient ciblé en particulier les groupes dont le nom comportait les mots Tea pour un examen approfondi de leur demande de statut spécial. Ce statut octroie aux groupes dits 501 (c) 4 le régime fiscal de non-imposition au même titre que les ONG ou les Églises. Pour cela, ils doivent avoir comme objectif l'intérêt général et ne peuvent pas être de nature politique.

Éducation

L'attribution de ce statut depuis 2010 à de nombreux comités disant vouloir «éduquer» le public sur la Constitution ou les valeurs américaines a suscité de nombreuses questions et des soupçons de fraude fiscale. De nombreuses requêtes ont été déposées contre des ONG, établies par



JIM WATSON AGENCE FRANCE-PRESSE

Barack Obama espérait un second mandat plus productif.

des lobbyistes républicains ou démocrates, pour que l'IRS se penche sur la légitimité de leur statut au regard des dizaines de millions de dollars dépensés en publicité politique pour la campagne, indique le *New York Times*. Sans résultat. Les agents du fisc ont en revanche été plus zélés à l'encontre des groupes appartenant au Tea Party. Chose dont se plaint depuis 2012 la mouvance de l'aile droite des républicains.

Aux dires de responsables de l'IRS, les contrôles en cause, exercés par des agents des impôts de Cincinnati sur 75 groupes, ne concouraient d'aucune volonté politique et aucun n'a vu sa dispense révoquée. Ce ciblage, ont-ils justifié, visait à centraliser les procédures pour répondre à la hausse des demandes d'enregistrement des groupes anti-taxes.

L'AP espionnée

L'agence de presse Associated Press a pour sa part dénoncé, lundi, une «intrusion massive et sans précédent» du département de la justice amé-

ricain, qui aurait secrètement saisi deux mois de relevés téléphoniques de certains journalistes. Cette intrusion a été révélée par le ministère lui-même qui, dans un courrier daté du 10 mai, a informé

Les agents du fisc auraient été zélés à l'encontre des groupes appartenant au Tea Party

l'agence de la saisie de 20 lignes téléphoniques lui étant assignées en avril et mai 2012. Les motifs et les arguments juridiques du procédé n'ont pas été spécifiés.

Danger!

Mardi, la justice américaine a justifié son espionnage. Le ministre de la justice, Eric Holder, a en effet affirmé que la fuite d'informations confidentielles qui ont conduit le gouvernement américain à saisir les relevés téléphoniques de l'agence de presse en 2012 représentait «un problème très grave» qui «mettait les Américains en danger». Selui lui, ces

fuites concernaient un complot présumé d'al-Qaïda.

Les relevés d'appels saisis à son insu concernaient, selon le patron d'AP, Gary Pruitt, une dépêche publiée le 7 mai 2012 sur une «opération de la CIA au Yémen qui a empêché au printemps 2012 un complot d'al-Qaïda visant à faire exploser une bombe dans un avion pour les États-Unis». Cette saisie aurait eu pour but de tracer l'identité des informateurs de l'agence de presse. La saisie concerne plusieurs bureaux d'AP aux États-Unis, mais aussi sa ligne principale de la salle de presse de la Chambre des représentants ainsi que des numéros personnels, dont ceux de cinq journalistes et d'un rédacteur en chef à l'origine des révélations du 7 mai 2012.

La société a dit étudier ses possibilités d'action en justice et a demandé au ministère de renvoyer à l'agence les relevés et d'en détruire toute copie.

Le Monde

UNE ENQUÊTE DU PEW CENTER

Le soutien à l'Union européenne est en forte chute

Le soutien à l'Union européenne (UE) et à l'intégration économique européenne est en nette baisse dans de nombreux pays en raison de la crise, particulièrement en France, selon une enquête menée par le centre de recherche américain Pew.

Entre 2012 et 2013, le soutien au projet européen est passé de 60% d'opinions favorables à seulement 45%, soit une baisse de 15 points. La France enregistre la chute la plus forte (-19 points à 41%).

Elle est de 14 points en Espagne (46%), un pays particulièrement frappé par la crise, et de huit points en Allemagne (60%), mais seulement d'un point en Italie (58%).

«L'effort mené au cours du dernier demi-siècle pour créer une Europe plus unie est aujourd'hui la principale victime de la crise de l'euro», écrit Pew dans cette étude intitulée *Le nouvel homme malade de l'Europe: l'Union européenne*. «Le projet européen est aujourd'hui discrédité dans une bonne partie de l'Europe.»

Des pays où le soutien était déjà très faible continuent de perdre du terrain: la Grèce, pays sous assistance financière et soumis à une cure d'austérité extrêmement douloureuse, à 33% (-4) et la Grande-Bretagne, tiraillé par des forces eurosceptiques, à 43% (-2). Le seul pays où la cote de l'UE progresse est la République tchèque, un des nouveaux venus de l'ancien bloc communiste (+4 points à 38%).

Le phénomène est identique pour le soutien à l'intégration économique, dont Pew rappelle qu'elle a été à l'origine de la construction européenne. Le soutien, déjà faible, enregistre une nouvelle baisse sur un an, de 34% à 28% (-6).

Là encore, la France se distingue avec une baisse de 14 points (22% contre 36%), devant l'Italie (-11 à seulement 11% d'opinions favorables), l'Espagne (-9 à 37%) et la

Grèce (-7 à 11%). Seule l'Allemagne, première économie et poids lourd de l'UE, reste au dessus de 50%, malgré une baisse de 5 points.

La divergence est frappante entre la France et l'Allemagne, les deux moteurs traditionnels de l'UE. 91% des Français pensent que l'économie va mal, alors que 75% des Allemands jugent qu'elle va bien, 77% des Français estiment que l'intégration économique a affaibli l'économie (+14) alors que 54% des Allemands considèrent qu'elle l'a renforcée, 67% des Français désapprouvent la façon dont François Hollande gère la crise, alors que 74% des Allemands jugent favorablement le travail d'Angela Merkel, leader de très loin la

plus populaire d'Europe. «La crise économique qui se prolonge a créé des forces centrifuges qui ont divisé l'opinion publique européenne, séparant les Français des Allemands et les Allemands de tous les autres», selon Pew. «Les pays du Sud, Espagne, Italie et Grèce, s'éloignent de plus en plus en raison de leur frustration vis-à-vis de Bruxelles, Berlin et ce qu'ils perçoivent comme l'injustice du système économique.»

En effet, seuls 4% des Espagnols estiment que l'économie va bien (-61 points), 3% des Italiens (-22) et 1% des Grecs. Pour les Européens, le principal problème est l'emploi (78%), devant la dette (71%) et l'inflation (67%).

Malgré tout, une majorité d'Européens (59%) se prononcent pour une réduction plutôt que pour des hausses de dépenses, avec une pointe à 81% en France. De même, le soutien à l'euro reste fort, de 69% en Grèce à 63% en France.

Cette étude a été menée au mois de mars auprès de 7646 personnes dans huit pays de l'UE (Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie, Espagne, Grèce, Pologne et République tchèque).

Agence France-Presse

Un drone américain décolle d'un porte-avions

Le X-47B, un prototype de drone furtif d'une portée de près de 4000 kilomètres, a décollé mardi avec succès d'un porte-avions, une première mondiale susceptible de révolutionner l'aviation embarquée, a annoncé la Marine américaine. Après avoir effectué quelques manœuvres au large des côtes de la Virginie, le drone s'est dirigé vers la base aéronavale de Patuxent River dans le Maryland, où il s'est posé 65 minutes plus tard. Cent trois ans après les débuts de l'aéronautique navale, c'est un appareil piloté à distance qui a décollé d'un navire pour la première fois.

Agence France-Presse

Bagdad dénonce l'arrivée de combattants kurdes

Le gouvernement irakien a dénoncé mardi comme une «violation flagrante» de la souveraineté et de l'indépendance de son pays le retrait vers l'Irak de combattants kurdes de la Turquie voisine, alors qu'un premier groupe est arrivé dans le nord irakien. Un premier groupe de quelques combattants ayant quitté la Turquie est arrivé dans le Kurdistan autonome irakien dans le cadre d'un processus de paix entre les rebelles kurdes et Ankara visant à mettre fin à 29 ans de conflit.

Agence France-Presse

SYRIE

Une vidéo suscite l'indignation à travers le monde

Une vidéo montrant un rebelle syrien éviscérant un soldat et faisant mine de croquer ses organes a suscité mardi une vague de condamnations, l'homme présentant son acte comme une vengeance contre les exactions du régime. Interrogé via Skype par le magazine américain *Time*, le rebelle, identifié comme Khalid al-Hamad, assure avoir agi de la sorte après avoir découvert dans le téléphone portable du soldat tué des vidéos montrant ce dernier «humiliant» une femme nue et ses deux filles.

L'insurgé se vante ensuite d'avoir en sa possession une autre vidéo le montrant en train de commettre d'autres atrocités, un phénomène croissant dans la guerre entre les troupes du régime de Bachar al-Assad et la rébellion.

Sur les images qui ont provoqué un tollé jusqu'au sein de l'opposition syrienne, il découpe le cœur et le foie du soldat en uniforme. Selon Human Rights Watch (HRW), la vidéo montre «un commandant de la brigade rebelle Omar al-Farouq» de l'Armée syrienne libre (ASL), principale composante de l'opposition armée.

Avant la publication de l'entretien, la Coalition nationale de l'opposition syrienne a dénoncé «un acte horrible et inhumain» et affirmé «condamner cet acte, s'il est avéré».



JOSEPH EID AGENCE FRANCE-PRESSE

Le conflit en Syrie a déjà fait plus de 94 000 morts.

Elle a souligné qu'un tel acte était «contraire aux valeurs morales du peuple syrien, de même que les valeurs et les principes de l'ASL», promettant que tout coupable sera jugé. Mais ces déclarations n'ont pas convaincu HRW, l'ONG de défense des droits de la personne.

«Condamner [ces actes] ou faire porter leur responsabilité à la violence du régime n'est pas suffisant. Les forces de l'opposition doivent agir fermement pour que cessent ces abus», a déclaré Nadim Houry, directeur adjoint de HRW pour le Moyen-Orient.

À Genève, la Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Navi Pillay, a rappelé

que «mutiler ou profaner des cadavres lors d'un conflit constitue un crime de guerre».

Elle a de nouveau appelé à saisir la Cour pénale internationale «afin que des poursuites judiciaires puissent être lancées contre les présumés responsables de [...] crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, qu'ils soient du côté du gouvernement ou de l'opposition».

Depuis le début en mars 2011 d'une révolte populaire devenue guerre civile, les vidéos montrant des exactions des belligérants et se sont multipliées, régime et rebelles s'accusant mutuellement de crimes de guerre et contre l'humanité.

Agence France-Presse

Un agent de la CIA a été interpellé à Moscou

Les services spéciaux russes ont arrêté à Moscou un agent américain de la CIA lorsqu'il tentait d'enrôler un Russe, un incident qui a conduit à la convocation mercredi de l'ambassadeur des États-Unis au ministère russe des Affaires étrangères.

«L'agent de la CIA, Ryan C. Fogle, travaillant sous la couverture de troisième secrétaire du département politique de l'ambassade, a été interpellé dans la nuit de lundi à mardi», a annoncé le FSB (services spéciaux, ex-KGB), cité par les agences russes.

«Ont été découverts sur lui des équipements techniques spéciaux, des instructions pour le citoyen russe qu'il voulait enrôler ainsi qu'une importante somme d'argent et des moyens de changer d'apparence», selon la même source.

Les télévisions russes ont montré des photos de l'arrestation, l'homme étant plaqué au sol par les agents russes, les bras derrière la tête.

La télévision publique en langue anglaise RT a publié des extraits de la présumée lettre adressée à l'espion russe potentiel. «Nous sommes prêts à vous offrir 100 000 dollars et à discuter de votre expérience et d'une collaboration. [...] Nous pouvons offrir jusqu'à un million de dollars par an pour une collaboration à long terme», pouvait-on lire.

L'Américain a été remis à l'ambassade après «les procédures nécessaires», a indiqué le FSB. Le ministère russe des Affaires étrangères a aussitôt annoncé avoir convoqué l'ambassadeur américain.

Agence France-Presse

Congédié?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

ÉDITORIAL

RECENSEMENT

Et ça commence...

Quelques jours ont suffi pour constater, très concrètement, les impasses dans lesquelles le gouvernement conservateur nous a entraînés en supprimant l'obligation de répondre au dernier recensement. Les minorités linguistiques en mesurent déjà les effets, d'autres groupes suivront. Dire que tout cela était si prévisible...

Dès que les données de Statistique Canada sur l'Enquête nationale auprès des ménages (version volontaire de ce qui était autrefois le recensement long obligatoire) ont été rendues publiques mercredi, une première rupture a sauté aux yeux. Le portrait de tout un lot de petites municipalités, 1128 au total, n'est plus disponible, car moins de la moitié de leurs habitants ont répondu au questionnaire de 2011, ce qui fausse les résultats.

Les communautés anglophones du Québec et francophones des autres provinces canadiennes sont les premières à voir les conséquences de cette situation inédite, comme le rapporte *Le Devoir* depuis le début de la semaine. Si on ne se compte pas, comment réclamer des services ou des subventions au nom de la juste place qu'on occupe? Ce constat, au fil des mois, se répétera de multiples façons, à mesure que les nouvelles données seront utilisées.

Cette quadrature du cercle était annoncée. Tout au long de l'été 2010, quand on a su que les conservateurs abolissaient la participation obligatoire aux recensements, au farfrelu prétexte de protéger la vie privée des Canadiens, tous les utilisateurs de ces données — chercheurs, élus, groupes de pression... — ont démontré par A + B tout ce que le Canada y perdrait en matière de renseignements et de comparaisons.

Mais le gouvernement Harper est resté muré dans sa bêtise. Sous couvert de liberté, il confirmait son parti pris antiscientifique et, motivation jamais clamée néanmoins présente, son souci d'effacer l'État au profit du secteur privé.

Car il faut voir comment les rares défenseurs de la décision conservatrice justifiaient celle-ci encore ces derniers jours: il ne manque pas de manières maintenant de récolter de l'information, ni d'entreprises pour s'en charger. Ah oui? Mais à quel prix, selon quelle méthode, avec quelles possibilités de comparaisons?

L'expertise de Statistique Canada était, elle, sans failles. Elle est maintenant mise à mal par le bouleversement qui lui a été imposé dans sa cueillette d'informations. Officiellement, on visait un taux de réponse de 50% au formulaire long dorénavant rempli volontairement. Il apparaissait donc réjouissant d'avoir atteint 68,6%. Mais en mars 2010, alors que les changements se préparaient en douce, le ministère de l'Industrie (de qui relève Statistique Canada) avait été prévenu que le taux de réponse ne dépasserait pas 70% et que ce ne serait « toujours pas acceptable pour un recensement ».

On trouve aujourd'hui sur le site de Statistique Canada un avis méthodologique détaillé mettant en garde contre certains résultats sur la langue obtenus dans le cadre du recensement de 2011. Dans la même veine, les analystes de l'organisme ont multiplié les appels à la prudence dans l'interprétation des données dévoilées la semaine dernière. Quelle tristesse pour un organisme jusque-là reconnu à travers le monde pour sa précision.

Mais il y aura des élections en 2015. Si les conservateurs ont réussi à chambouler en un an d'avis le recensement de 2011, on aura donc le temps, en poussant la machine, de retrouver le chemin de la rigueur pour celui de 2016. Suffira de chasser M. Harper du pouvoir — ce qui sera de toute manière et pour toutes les matières la moindre des choses.

ÉLECTIONS PAKISTANAISES

Sharif le revenant

Par une ironie dont l'Histoire a le secret, voilà que Nawaz Sharif redevient premier ministre du Pakistan, alors que celui qui le renversa en 1999 à la faveur d'un coup d'État militaire est aujourd'hui en résidence surveillée. Son identité? Pervez Moucharraf, qui présida au destin de ce pays dit le centre mou de l'Asie en raison de son instabilité politique et de ses faiblesses économiques. Moucharraf, ex-chef de l'état-major nommé à ce poste par Sharif qui, aujourd'hui, est dans la situation inconfortable qu'il imposa à ce dernier, soit accusé de trahison et donc passible de la peine de mort.

Tout l'avenir, à court comme à moyen terme, du « royaume des purs », est contenu dans le duel opposant un militaire appartenant à une institution, l'armée évidemment, qui tire ses « profits » financiers et constitutionnels de son conflit rampant et constant avec l'Inde à un civil qui entend s'appliquer à un renversement des fonctions. Lequel? Redonner la préséance au pouvoir public sur le pouvoir militaire. Un civil qui veut surtout tisser des liens de paix durables avec l'ennemi historique: l'Inde.

Pas besoin d'être grand clerc pour avancer que cette dernière volonté doit ulcérer au plus haut point les cadres de l'armée. Car si Sharif mène à bien une opération que tout un chacun devine extrêmement délicate, il « dégonflera » de facto le fonds de commerce des gradés. En effet, c'est grâce à la permanence des rapports de force poursuivis avec le puissant voisin que l'armée forme depuis des lunes l'élite des élites pakistanaises. Bref, les généraux sont dieux et maîtres.

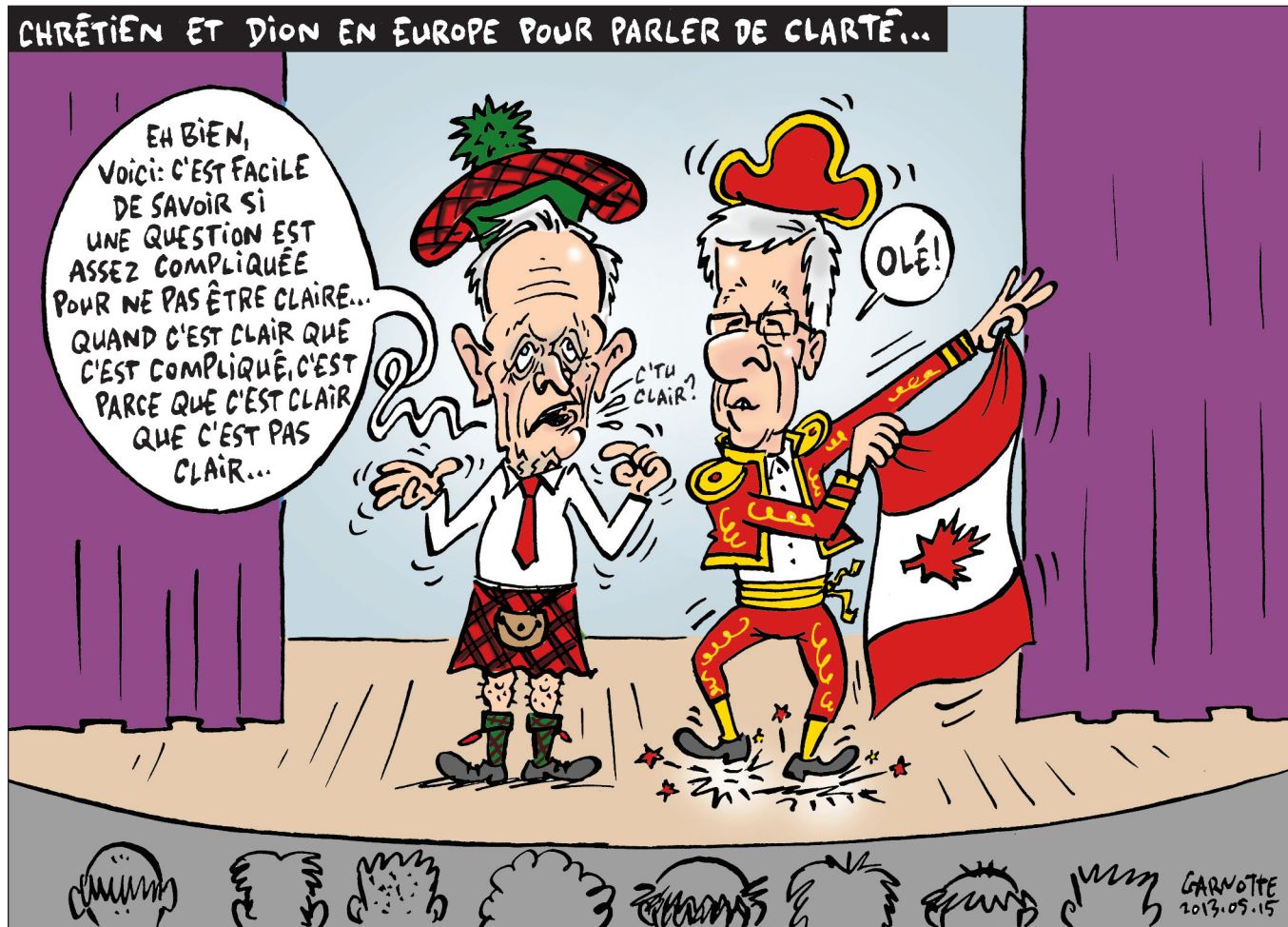
Dans le bras de fer qui s'annonce, il est probable que Sharif va bénéficier d'un soutien de prime abord étonnant: les États-Unis. Depuis les attentats du 11-Septembre, avec la protection accordée à Oussama ben Laden par certains éléments du ISI, services de renseignement de l'armée, et les aides allouées aux talibans, le moins que l'on puisse dire est que le gouvernement américain se méfie au plus haut point des militaires. De cette méfiance, d'ailleurs passablement aiguisée, devrait découler ceci: le gouvernement Obama plaidera la cause du Pakistan auprès du FMI. La santé économique du pays logeant à l'enseigne du lamentable, Sharif s'est engagé au cours de la campagne électorale à lancer de grands travaux d'infrastructure. Sauf...

Sauf qu'il a aussi passablement critiqué Washington pour son usage de drones sur le territoire pakistanais. Les propos qu'il a formulés à ce sujet ont laissé croire que dans ses relations avec les talibans, Sharif cultive l'ambiguïté. De fait, si les États-Unis hésitent à défendre la cause du Pakistan auprès du FMI, alors deux pays s'engouffreront dans la brèche: la Chine, vieil allié de ce pays, et surtout l'Arabie saoudite. Avec les rois et princes, Sharif a des rapports très, très proches. Comme quoi le royaume des purs est aussi celui de l'équivoque.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE



L E T T R E S

Des bibliothèques privatisées?

La Ville de Québec a décidé de privatiser l'opération des bibliothèques. L'Institut canadien de Québec s'en chargera. Il s'agit d'une sorte de délocalisation avec pertes d'emplois. Cela annonce-t-il la fin de la gratuité dans les bibliothèques? On peut y croire, car l'Institut est un organisme qui vit de subventions, dont celles de la Ville. L'objectif poursuivi par l'administration municipale étant d'amenuiser les dépenses à l'égard des bibliothèques, il est fort probable que l'Institut ne recevra pas suffisamment d'aide financière pour reconduire la gratuité.

At-on fait indirectement ce que l'on voulait éviter de faire directement en année électorale? On sait que la Ville a besoin de beaucoup d'argent, les augmentations de taxes chez les commerçants l'ont démontré. On comprendra donc que, l'habitude de la lecture ne touchant qu'environ 40% des citoyens québécois selon une étude datant de quelques années, les bibliothèques deviennent une proie à moindre risque électoral pour une ville qui cherche de l'argent. La culture littéraire ne peut faire le poids en économie néolibérale.

Jean-Marie Desgagné
 Québec, le 12 mai 2013

Une décision malheureuse

Par une décision prise de façon fort discrète, la Ville de Montréal a décidé ni plus ni moins de donner les clés du Jardin botanique à un organisme soi-disant sans but lucratif pour y installer les Mosaïcultures cet été. Le tarif d'entrée pour simplement mettre les pieds au Jardin sera de 25 dollars pour les résidents du Québec. La carte Accès Montréal (coût annuel de 8 dollars), qui permettait à ses détenteurs de se promener gratuitement au Jardin, ne sera plus acceptée pendant la durée des Mosaïcultures, du 22 juin au 29 septembre.

Il s'agit là d'une décision malheureuse et méprisante pour tous ces Montréalais, en particulier ceux de l'Est, qui se voient pratiquement privés d'un accès à ce trésor collectif, qui pour plusieurs constitue le seul lieu pour être en contact régulier avec une nature d'une beauté exceptionnelle. Je m'étonne et me déssole que les Amis du Jardin botanique de Montréal semblent avoir accueilli avec complaisance cette décision.

On aimerait bien que les élus montréalais se mettent pour vrai à faire de la politique autrement et comprennent le sens de l'expression « bien public ». Cela dit, il y aurait une solution fort simple pour corriger cette erreur: simplement redonner aux détenteurs de la carte Accès Montréal le droit de fréquenter le Jardin botanique comme avant.

François Thérien
 Montréal, le 12 mai 2013

Un non-regard qui glace

Je vis avenue Champagneur dans Outremont, aujourd'hui « arrondissement » de Montréal, depuis plus de 30 ans. Pour avoir beaucoup voyagé, je considère Outremont comme un des lieux urbains où vivre parmi les plus agréables au monde. Il y règne une sorte d'harmonie bienheureuse assez rare.

Je devrais dire: « il y régnait... », car je constate que le tissu social, autrefois si particulier, s'est aujourd'hui dégradé. En parcourant les parcs avec mon petit-fils, à qui j'ai fait découvrir les lieux d'enfance de sa jeune maman, je constate que les enfants sont plus rares. La population a vieilli. C'est un phénomène mondial qui affecte les jeunes familles pour qui il est bien difficile d'acquiescer un logement quand la pression financière est trop grande. Mais ce qui m'a surtout frappé lors de cette balade dominicale avec ce jeune enfant, c'est de réaliser à quel point le « vivre-ensemble » s'est altéré et n'est plus le même.

Dans ces mêmes parcs, il n'est pas rare que les jouets ne soient plus partagés, la

communauté hassidique refusant tout contact quel qu'il soit. J'en ai éprouvé une certaine tristesse, car au-delà des croyances, le « vivre-ensemble » est devenu un « vivre-séparé ». Ce qui faisait l'urbanité du lieu (un certain art de convivialité) a fait place à l'absence de regard. Nous sommes devenus transparents, inexistant dans le regard de l'autre. Ce sentiment de non-existence glace un peu le sang. Il n'y a plus de saluts, plus de ces petites phrases aimables qui font la civilité d'une société. Manifestement, nous ne partageons pas les mêmes valeurs. [...]

Alors, je souhaite m'adresser ici aux futurs élus. Je souhaite que s'engage à l'autonomie un débat de fond quant aux relations sociales de notre ville. Que l'on fasse d'abord respecter les règlements trop souvent enfreints et qui ont pour seule réponse un laxisme qui se donne l'apparence de la tolérance. N'ayons pas peur de considérer que nous avons affaire à une secte qui ne veut obéir qu'à ses propres lois. Il serait temps de s'exprimer clairement sur cette question si l'on veut que la ville conserve son caractère amical et humain.

Philippe Lavalette
 Outremont, le 10 mai 2013

La chute des arbres éventuellement contaminés

Par rapport aux nombreuses arrestations, je suis un tantinet rassuré, parce que je me rappelle le vieux proverbe congolais qui prétend: « L'arbre qui tombe fait plus de bruit que la forêt qui pousse. »

Ces « coupes » ouvrent en partie de nouveaux horizons, puisqu'une nouvelle forêt va pouvoir émerger. Mais des arbres perfides vont éventuellement savoir comment magouiller et jouer du coude pour pousser malgré tout. On ne le sait jamais. Alors, il faudra savoir planifier des coupes sélectives et « désinfectantes ».

Jean-Serge Baribeau
 Montréal, le 10 mai 2013

L I B R E O P I N I O N

De l'inutilité des lettres

JEAN-FRANÇOIS BOUCHARD
 Président de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL)

En ces temps où l'économisme ambiant conditionne les discours dominants et imprègne la culture du quotidien, il est de bon ton de regarder de haut l'activité littéraire, quand ce n'est pas de la mépriser tout simplement. En compagnie des sociologues, les littéraires sont aux derniers rangs des utiles à la prospérité collective. À quoi servent les écrivains, les étudiants en lettres, les professeurs de littérature, les historiens du patrimoine écrit...? À rien, point à la ligne! Car le combat est toujours perdu d'avance dans une perspective utilitariste et instrumentalisée. Les littéraires et autres apparentés sont suspectés d'avoir « fait cela » parce qu'incapables de mieux. Ils auraient bien aimé médecine, génie ou comptabilité. Hélas, ils ont été obligés de se rabattre sur le dernier recours des indigents de la connaissance oiseuse. Il faudra compter sur d'autres (les meilleurs, c'est évident) pour as-

surer la croissance économique et mener la saine gestion de la collectivité. Dans la colonne des créateurs: les pragmatiques; dans la colonne des débiteurs: les rêveurs. La fourmi et la cigale.

La semaine dernière, le ministre de l'Enseignement supérieur donnait son approbation à un programme de niveau collégial dont le changement de nom n'est pas neutre: autrefois « arts et lettres », il devient « culture et communication », l'étude de la littérature glissant en mode optionnel plutôt qu'en passage obligé. Ah, la communication! En voilà, une chose utile. Et puis, comme tout le monde le sait, nul besoin d'être lettré pour bien communiquer. La qualité remarquable des innombrables communiqués de toutes sortes en fait foi. Et que dire de ces chefs-d'œuvre de propos tenus par les porte-parole d'entreprises, d'organismes et d'élus. Nous navigons en pleine richesse de métaphores et de mots justes. Alors, à quoi bon faire perdre du temps précieux aux jeunes qui pourront désormais se consacrer à des apprentissages plus... utiles?

C'est là tout le problème: la société québécoise n'a jamais vraiment cru en la nécessité de la culture de l'écrit et de la lecture. Autrefois, c'était l'affaire des élites qui méprisaient le petit peuple (et réciproquement). Aujourd'hui, ça ne sert à rien pour se bâtir une vie confortable. Pour la plupart de nos contemporains, la littérature n'est pas opératoire dans leur plan de carrière. Tout au plus, un divertissement occasionnel. Alors, n'allons pas évoquer le développement de la pensée personnelle, de l'esprit critique (un concept subversif), de l'identité individuelle et collective, de l'imagination, du vocabulaire pour argumenter et s'affirmer... Du bavardage! On n'a jamais fait le plein de REER avec des mots. Tout cela, ce n'est que de la littérature.

Dans un texte fort publié sur son blogue au sujet de l'œuvre de Vickie Gendreau, Sébastien La Rocque (maincornue.blogspot.ca) écrit: « L'univers entier vient à tenir au creux du livre. La vie est là. Elle reste belle. » Mais bon, je m'égare et je m'attends. La vie, c'est utile à quoi, au juste?

IDÉES

SATURDAY NIGHT LIVE À « L'AUTRE TÉLÉVISION »

Télé-Québec, as-tu vraiment payé pour ça ?

FRANÇOIS JOBIN

Ex-réalisateur et écrivain mineur

C'hère Télé-Québec, j'avoue ne pas très bien comprendre ta décision d'acheter le concept de *Saturday Night Live* pour l'adapter à la réalité québécoise. Il me semble que deux ou trois heures de remue-ménages avec quelques scénaristes, une couple de réalisateurs et peut-être deux ou trois humoristes t'auraient permis d'accoucher d'un concept tout aussi intéressant que *SNL*. Il aurait eu, en outre, des chances de nous ressembler, car enfin, qu'est-ce que tu as acheté, dans le fond? La structure de l'émission? *SNL* est un classique *show* de variétés avec sketches, prestation musicale, bulletin de nouvelles bidon et monologue d'un animateur différent chaque semaine. J'espère que tu n'as pas payé pour ça. Il me semble que ce genre de concept appartient au domaine public. Les Anglo-ont créé des variations pendant des années: *Canadian Air Farce*, *Second City Television*, *This Hour Has 22 minutes*, etc. sans jamais payer de droits à personne. Lorne Michaels n'a pas inventé grand-chose. Son génie réside dans la chimie qu'il crée dans son équipe. En plus, c'est un génie du casting. Ça, ça ne s'achète pas. Même avec une barre à clous en or, on n'extraît pas le talent d'un homme.

D'après le journal, tu aurais acheté les sketches, la musique et sans doute le *look* de l'émission new-yorkaise. J'en conclus que tu ne penses pas trouver localement les ressources pour inventer des personnages comiques (on ne les a pas tous envoyés à l'Assemblée nationale, il en reste) ou bien que tu ne fais pas confiance aux auteurs locaux. Pourtant, étrange paradoxe, tu t'associes à l'École nationale de l'humour pour te fournir du matériel humain et sans doute aussi des idées. Dès lors, pourquoi enrichir Lorne Michaels et la NBC? Quant aux sketches, tu ne vas quand même pas nous resservir les Coneheads ou l'Hermaphrodite en version Saint-Henri?

C'est l'idée du direct qui t'a séduite? Ben voyons donc! Le direct, même si on n'en fait plus guère, est l'essence même de la télévision. Et puis c'est en vente libre, à ce que je sache. Je sais que par frilosité (les producteurs préfèrent l'euphémisme recherche d'excellence), on n'en



Saturday Night Live est un classique *show* de variétés avec sketches, prestation musicale, bulletin de nouvelles bidon et monologue d'un animateur différent chaque semaine.

fait plus usage que pour le sport, les nouvelles et quelques *shows* de chaises du matin où on ne risque rien. C'est dangereux, le direct, on peut se tromper de kodak, on peut allumer le mauvais spot et ouvrir le mauvais micro. Mais, rappelle-toi que la télé a commencé avec le direct et qu'il reste encore quelques dinosaures capables d'en faire du bon. Et puis, les répétitions ne sont pas faites pour les chiens. Si c'est pour ça que tu as payé, dis-toi que tu as acheté de la vieille télé. Pas de la mauvaise. On peut être vieux sans être ringard ou passé de mode (regarde Jean-Claude Germain et Yvon Deschamps).

Vraiment, Télé-Québec, j'ai du mal à suivre ton raisonnement. Quand ta directrice de la programmation, Dominique Chaloult, déclare qu'on lui a souvent proposé de faire un *SNL* et qu'elle a toujours jugé le projet « trop difficile et complexe », mais qu'« avec le concept en main, je crois que ce sera très intéressant », les bras m'en tombent. Qu'est-ce qu'il y a de difficile et complexe là-dedans? Présenter une partie de football ou une soirée d'élection est autrement plus casse-gueule que *SNL*.

Evidemment, ça prend un minimum de sous pour créer une équipe permanente de scripteurs-comédiens; mais quand on a l'appui de

l'École nationale de l'humour, on peut penser que c'est faisable. As-tu songé par exemple à présenter ton *show* dans les diverses constituantes de l'Université du Québec. Imagine: « Mesdames et messieurs, en direct de l'auditorium de l'Université du Québec à Chicoutimi, voici Samediiiiiiii ssssoir!!! » Oui, ça coûte encore plus cher. Mais ça rapporte beaucoup, en prestige et en bénéfice politique. Ça rapprocherait les régions. Les Anglais l'ont compris depuis longtemps avec *Canadian Air Farce*, qui « « travaillait » coast to coast pour la « Sibissi » ».

Tout ça pose évidemment le problème du genre de télévision qu'on veut faire. Acheter ou imiter, voilà la question. *Le banquier*, *La voix*, *Le cercle*, *Urgences*, *Dans l'œil du dragon*, versus *La maison de Quimzie*, *Les Bougon*, *Un gars, une fille*, *Les invincibles*.

Je ne suis pas contre l'importation, et loin de moi l'idée de croire qu'il n'est bon *show* que celui qui vient de chez nous. Mais j'estime que l'achat de concepts étrangers n'est justifiable que pour des idées uniques, fortement caractérisées comme certains jeux-questionnaires ou certaines variétés particulièrement originales. A mon avis, *Saturday Night Live* n'entre pas dans ces catégories.

Le cynisme



FRANCINE PELLETIER

Avant l'arrestation du prétendu « gangster » de Laval, le maire Gilles Vaillancourt, j'avoue m'être difficilement intéressée à la commission Charbonneau. L'aveu me pèse un peu, car ce qu'on y apprend est quand même bouleversant. Suis-je donc comme la mère de famille qui refuse de croire que sa fille a été tonnée, des années durant, par un mononcle lors des veillées de Noël? Juste trop effrayant? Ou simplement trop plate?

Mise à part une pointe d'intérêt pour Lino (« aux airs de Robert De Niro ») Zambito et, plus récemment, le fantôme de Duplessis lui-même, Gilles Cloutier, sorti tout droit d'un mauvais télé-théâtre des années 50, j'ai trouvé la procession de complets-cravates un peu terne, je dois dire, et les aveux, un peu trop répitifs. C'est vrai que les affaires municipales, comme écrivait Yves Boisvert dans *La Presse* récemment, sont à dormir debout. Mais les confessions de vieux snobes de cette même politique le sont souvent aussi. Personnellement, j'ai hâte qu'on en finisse avec l'énumération des grosses enveloppes brunes, des factures gonflées, et même, bien que je l'aie savourée, celle-là, des « messagères en tenue légère ». Hâte qu'on arrête de se demander pourquoi ça a pris 30 ans avant de passer les menottes à Gilles Vaillancourt et qu'on se demande comment a-t-on fait pour tomber si bas.

Après s'être félicités, depuis 50 ans, de nos pas de géant, de tout le progrès accompli, avec raison d'ailleurs, on se réveille un bon matin pour s'apercevoir que Duplessis n'est pas tout à fait mort. Ça ébranle. Le duplessisme serait donc comme le sexisme? Ça prend beaucoup plus qu'une génération ou deux pour l'enrayer; ça résiste comme une tache de graisse. Mais pourquoi chez certains et pas chez d'autres? Comment expliquer ce degré zéro de la moralité, notamment au municipal?

Le chroniqueur du *Globe and Mail*, Doug Saunders, offre un élément de réponse. Saviez-vous que votre capacité de penser moralement, c'est-à-dire de faire abstraction de situations quotidiennes pour en peser le pour et le contre, ce qu'on désigne comme le « quotient intellectuel », est directement liée à votre degré de modernité? Plus vous vivez dans un contexte urbain, sophistiqué, éduqué, informé, interrelié... plus vous êtes capable de voir les choses d'un point de vue relatif, c'est-à-dire moral. En d'autres mots, il faut pouvoir se mettre dans la peau des autres pour bien percevoir ce qui est bien et ce qui est mal.

On voit tout de suite le lien avec le municipal, en commençant par ce « gros village » qu'est Laval. Plus le monde est petit, replié sur lui-même, plus il est cave (littéralement), voire amoral. C'est d'ailleurs pourquoi, écrit Saunders, « les pays en voie de développement, les minorités, les gens ruraux, les marginaux, les exclus, tous ceux qui sont plus isolés, performant moins bien sur les tests de *IQ* ». Ce n'est évidemment pas une question d'intelligence pure (1+1=2), mais plutôt d'appréhension d'une réalité qui est plus large que soi. On peut dire sans se tromper que les Gilles Cloutier et Gilles Vaillancourt de ce monde ne sont pas forts là-dedans. Quand on ment (sous serment) sur un simple droit de propriété, c'est qu'on est furieusement enfoncé dans son nombril.

En attendant le grand examen de conscience, il faut peut-être rappeler qu'il n'y a pas que les vedettes véreuses de la commission Charbonneau qui condamnent au cynisme. Curieusement, ceux-là mêmes qui prétendent nous en guérir sont également responsables de sa propagation. Prenez le PQ. On ne compte plus les promesses brisées et retournements de vestes de ce gouvernement, de la taxe santé aux redevances minières, en passant par les coupes à l'aide sociale et l'alcool aux tables de jeu. C'est cynique, ça aussi.

« Flashé à gauche pis tourne à droite », la nouvelle description du gouvernement Marois, qui s'applique également à Hollande en France et Obama aux E.-U., est peut-être une affection moins grave que la corruption, mais elle mine, elle aussi. Elle sape la notion même d'idéal, nous fait croire que tout se vaut, pourvu que les livres balancent au bout de la semaine. Ultime, ce type de comportement encourage non seulement le désabusement de l'électorat, mais une certaine amoralité. S'il y a juste l'argent qui compte... on voit la suite.

Cela dit, la palme du cynisme cette semaine revient au nouveau chef de direction de Québecor, Robert Dépatie. S'élevant contre la transaction Bell-Astral, M. Dépatie a déclaré, pince-sans-rire, « ça ne devrait pas exister, une entreprise avec autant de contrôle ».

Ça ne devrait pas non plus exister, des riches hommes d'affaires prêts à dire n'importe quoi pour maintenir leurs avantages coûte que coûte.

Télesphore-Damien Bouchard

fpelletier@ledevoir.com

Républicanisme contre « caciquisme », 80 ans plus tard

Dans ce texte de Télesphore-Damien Bouchard, on reconnaîtra plusieurs personnages qui ont défilé devant la commission Charbonneau

MARC CHEVRIER
LOUIS-GEORGES HARVEY
STÉPHANE KELLY
SAMUEL TRUDEAU

Les auteurs viennent de publier *De la république en Amérique française. Anthologie pédagogique des discours républicains au Québec 1703-1967* (Septentrion)

Dans notre histoire, une tradition politique méconnue a toujours dénoncé la corruption du pouvoir et de l'argent, la tradition républicaine. Là où il y avait du républicanisme, nos historiens n'ont souvent vu que du libéralisme radical ou progressiste, alors que les républicains québécois des XIX^e et XX^e siècles, issus de tous les horizons, ont combattu les méfaits d'une politique libérale ou conservatrice oubliée des vertus civiques et des libertés du peuple. Parmi ces républicains figure Télesphore-Damien Bouchard, député et ministre sous Taschereau et Godbout, maire coloré de Saint-Hyacinthe, anticlérical affirmé, inspiré des idéaux de la Révolution de 1789. Il fut aussi, au temps de Duplessis, chef de l'opposition de 1936 à 1939. En pleine crise, en 1933, il prononce le discours *Républicanisme contre caciquisme*, où il soutient que la chose publique est menacée par le « caciquisme », l'opportunisme des ambitieux sans scrupules qui drainent les biens publics à leur profit avec la complicité des banquiers et trésoriers des partis. Dans ce portrait des caciques, qui gangrènent particulièrement les institutions municipales, on reconnaîtra plusieurs de ceux qui ont défilé devant la commission Charbonneau depuis le début de ses audiences. Outre Bouchard, la tradition républicaine compte des noms fameux comme Papineau, Arthur Buies, Eve Circé-Côté, Honoré Beaugrand, André Laurendeau, entre autres, dont on retrouvera des textes dans l'anthologie *De la république en Amérique française*.

Républicanisme contre caciquisme

Il faudra donc entendre le républicanisme dont je parlerai au cours de mes remarques dans le sens étymologique de son idée mère, république, la *res publica* des Latins, la chose



Télesphore-Damien Bouchard

publique, c'est-à-dire l'entité nationale, l'ensemble des êtres et des choses qui constituent la nation, indépendamment de la forme du gouvernement et des partis politiques qui peuvent se disputer le pouvoir.

[...] L'esprit républicain est celui du citoyen qui se reconnaît des devoirs primordiaux envers la société, alors que l'esprit individualiste est celui de l'homme égoïste qui pense et agit comme si l'État n'existait que pour son utilité personnelle.

Le caciquisme, ce qu'il est

[Le] « caciquisme » [est une] doctrine malheureusement si répandue dans le monde [qu'elle] est en train de faire périr tant d'institutions qui pourraient survivre si ceux qui prétendent les sauver étaient imbus d'un véritable républicanisme. [...]

Le mot caciquisme est certes nouveau, mais il représente un esprit qui est presque aussi vieux que le monde et qui a pris une ampleur formidable en ce dernier siècle. [...] J'ai fait découler ce terme du mot cacique, qui est d'origine caraïbe.

Le cacique était anciennement, au Mexique et dans les républiques de l'Amérique du Sud, le chef de petites tribus, et aujourd'hui, ce nom y est attribué aux chefs de bandes et de cliques qui prétendent à faire et défaire les administrations publiques. Par analogie, j'applique ce terme, dans notre société, à tous nos chefs de faubourgs, de quartiers et de bouts de rues qui s'attribuent, quelquefois avec raison, mais la plupart du temps sans raisons, la gloire d'être les représentants du peuple dans toutes les sphères administratives à partir du simple marguillier à aller jusqu'au chef suprême des gouvernements.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (cartooniste), information générale: Marie-Andrée Chouinard (chef de division), Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société) et Jean Dion (sports); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Robert Dufresne et Jessica Nadeau (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), information culturelle: Louise-Françoise Rioux Soucy (chef de division), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Marco Bélair Cirino, François Desrosiers (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Pleasures), Émilie Follie-Boivin et Louis Gagné (pupitre); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Munger et Philippe Papineau, (pupitre), Sophie Charrier, Karl Rettino-Paraselli et Geneviève Tremblay (assistants); correction: Andréanne Béland, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Anélie Gaudreau (secrétaire), Florence Ferraris (commis). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhéer (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ Céline Benoit, Claire Breton, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Amélie Maltais, Claire Paquet, Catherine Pelletier, Chantal Rainville, Nadia Sebà, Ousmane C. Touré (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Elise Girard (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Caroline Guimond, Yannick Morin, Nathalie Zemaître, INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Jean-Robert Divers (responsable de la promotion), Maxim-Olivier Leclerc (responsable desservice à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez. ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Moïse Bastien, Claudine Chevrier, Céline Furcy, Ghislaine Lafleur et Véronique Page.

ACTUALITÉS

PÉTROLE

SUIITE DE LA PAGE 1

luante que celle du pétrole conventionnel, et on en connaît encore mal les impacts environnementaux à long terme.

Les projections de l'AIE s'inscrivent dans les tendances déjà relevées dans ses précédents rapports, et notamment dans sa grande étude annuelle sur le marché pétrolier, présentée en novembre dernier. Elle y avait prédit que les États-Unis deviendraient le premier producteur de brut de la planète vers 2017, dépassant les champions actuels, la Russie et l'Arabie Saoudite, grâce aux hydrocarbures dits « non conventionnels ».

Un frein aux énergies propres

Selon Maria van der Hoeven, ce bouleversement des prévisions de production des dernières années pour le marché pétrolier mondial est comparable dans ses effets à la hausse de la demande chinoise pour l'or noir. Sauf que cette fois, l'accroissement significatif de l'offre pétrolière mondiale menée par les États-Unis et le Canada devrait « aider à calmer un marché pétrolier qui était relativement tendu depuis plusieurs années ».

Peu avant le début de la crise financière de 2008, le baril de brut avait atteint 147\$. Certains économistes prévoient même que celui-ci grimperait à plus de 225\$ en 2012. La hausse devait être telle qu'elle aurait pu compromettre, à terme, l'importation de produits de consommation comme le café. Or, le prix du pétrole tourne plutôt autour des 100\$ ces jours-ci. Et à moins de chambardements majeurs sur l'échiquier géopolitique mondial, il est probable que

les prix se maintiennent à ce niveau au cours des prochaines années, selon Pierre-Olivier Pineau, professeur à HEC Montréal et spécialiste des politiques énergétiques.

Une mauvaise nouvelle pour ceux qui espéraient que la hausse continue des prix de l'or noir sur les marchés contribuerait à rendre plus attrayant le développement d'énergies moins polluantes. « Au prix actuel, il n'y a pas d'incitatif économique, donc pas de changement. Une stabilité de prix signifie en fait qu'il y a une baisse des prix, parce que le monde devient plus riche par ailleurs, donc le pétrole devient plus abordable », a fait valoir M. Pineau. Il est donc clair, selon lui, que « rien ne semble vouloir détronner le pétrole à court terme ».

« Ce qui est déprimant, pour ceux qui s'intéressent aux conséquences climatiques de l'exploitation pétrolière, c'est que tous les scénarios de frein de la hausse du climat à 2°C sont incompatibles avec une consommation de pétrole qui continue de croître à ce rythme », a ajouté cet expert du domaine énergétique. La concentration de CO₂ dans l'atmosphère terrestre a atteint 400 particules par million, un sommet historique qui semble indiquer que la Terre se dirige désormais vers une hausse de 3 à 5°C au cours du présent siècle. Une situation qui pourrait déclencher des « changements cataclysmiques », selon la Banque mondiale.

Mauvais pour le Canada

La stabilisation des prix du brut risque par ailleurs de désavantager les producteurs canadiens, qui souhaitent obtenir plus pour leur pétrole. Qui plus est, le ministre conservateur de l'Environnement, Peter Kent, a soutenu dimanche qu'une croissance des prix était nécessaire pour permettre aux pétroliers d'investir dans les technologies de

lutte contre les changements climatiques.

Une logique tout simplement « tordue », a répliqué Pierre-Olivier Pineau. « Ce ne sont pas les prix plus élevés qui permettent de diminuer les gaz à effet de serre. Évidemment, les producteurs pétroliers s'enrichissent, donc ils pourraient être tentés de mener quelques activités de réduction des gaz à effet de serre. Mais la logique du ministre Kent est déficiente. En fait, il faudrait baisser le prix du pétrole pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, parce qu'il y aurait moins de production. Et la meilleure façon de baisser les prix, c'est d'imposer des contraintes sur les émissions de gaz à effet de serre, qui rendent le produit moins attrayant. Le prix baisse alors de lui-même ».

Le gouvernement Harper, qui a qualifié les sables bitumineux d'« énergie renouvelable » dans un document officiel, tente au contraire de trouver des débouchés pour le pétrole canadien. Certains ministres mènent d'ailleurs une intense campagne en faveur de la construction de pipelines, qui permettraient d'exporter quotidiennement des millions de barils de brut.

M. Pineau estime que le projet d'inversion du flux dans un pipeline d'Enbridge pour acheminer du pétrole jusqu'au Québec est le plus susceptible de se réaliser à court terme. L'Office national de l'énergie étudie déjà ce projet. Le gouvernement Marois, qui s'est montré ouvert à l'inversion, a toutefois promis de mener sa propre évaluation environnementale. Rien n'a encore été annoncé. « Les modalités de la consultation devraient satisfaire les attentes des citoyens, et être annoncées dans quelques jours », a simplement indiqué mardi au Devoir le cabinet du ministre Yves-François Blanchet.

Avec l'Agence France-Presse
Le Devoir

FRANCOPHONES

SUIITE DE LA PAGE 1

brochant le portrait socio-économique précis de 1128 municipalités canadiennes (dont près de 300 québécoises). Le taux de réponse à l'enquête n'a pas dépassé 50% dans ces communautés. Sous ce seuil, Statistique Canada estime que les résultats ne sont pas fiables. En 2006, quelque 200 communautés avaient été exclues de la sorte.

Or, Suzanne Bossé fait valoir que les communautés francophones en situation minoritaire ont tendance à être très petites et sont donc directement touchées par cette décision de Statistique Canada.

« Nos communautés sont petites, elles sont dispersées. Si Statistique Canada ne peut pas garantir avec les résultats de l'ENM que les petites communautés sont prises en considération dans l'analyse des tendances, alors ça pose problème, continue M^{me} Bossé. Que ce soit le revenu d'emploi, le revenu des femmes, la scolarisation, l'accès à différents services, on ne peut plus faire cette analyse. Les municipalités et les villages sont à court d'informations pour établir leurs politiques publiques. »

Bref, l'obligation de répondre aux questions linguistiques permet peut-être encore de dénombrer le nombre de francophones dans un secteur donné, mais la non-fiabilité des autres données concernant ce secteur ne permet pas de savoir si ces francophones sont bien desservis par les services publics et quels ajustements doivent être apportés.

M^{me} Bossé donne l'exemple du transport dans le nord du Nouveau-Brunswick, où l'offre de services publics est déterminée en fonction des distances à parcourir entre petites villes. « On ne pourra pas déterminer comment établir des politiques urbaines de transport pour s'assurer que les citoyens ont accès aux services. »

La FQM emboîte le pas

Cette sortie de la FCFA s'ajoute à celle du Québec Community Groups Network, dont Le Devoir faisait état lundi. D'autres emboîtent également le pas. Mardi, la Fédération québécoise des municipalités (FQM) évoquait ainsi des « conséquences majeures » pour ses membres.

« Nous utilisons les données pour la planification des interventions, a indiqué le président de la fédération, Bernard Généreux. Ces planifications doivent être appuyées sur des faits documentés. Je ne vois pas comment et par qui nous pourrions trouver dans le futur ce que Statistique Canada nous donnait comme informations auparavant. »

M. Généreux pense que la décision de Statistique Canada causera de « graves » problèmes quand viendra le temps « d'ajuster les réponses qu'il faut apporter aux différentes problématiques vécues par les plus petites communautés. On proteste souvent contre les formules qui ont le défaut d'être mur à mur et trop larges — mal adaptées. Mais pour s'ajuster aux réalités locales, il faut savoir de quoi on parle. »

Des arguments que fait aussi valoir le directeur général du Centre local de développement et de la MRC de la Côte-de-Gaspé, Bruno Bernatchez.

D'autres sont toutefois moins inquiets par rapport à cette situation. C'est le cas en Saskatchewan, où pourtant, plus de 500 communautés représentant 43% de toute la province ont été exclues à cause d'une fiabilité des données défectueuse. « Nous étudions encore les données pour en mesurer l'impact sur la Saskatchewan, a mentionné le bureau du premier ministre Brad Wall. Nous regardons du côté d'autres juridictions pour trouver quelles mesures peuvent être prises pour améliorer le taux de réponse. »

Le Devoir

CANNES

SUIITE DE LA PAGE 1

de faire rêver le badaud.

Thierry Frémaux, qui concocte le menu de la Sélection officielle, a assuré ressentir les effets de la récession, qui affole les gens et coupe les reins à bien des productions culturelles. A ses yeux, si l'axe France/États-Unis apparaît aussi important cette année en compétition, c'est que les pays forts (ceux qui produisent beaucoup) ont proposé le meilleur cinéma du lot. Les autres ont du mal.

En tout cas, nous voici partis pour l'édition sans doute la plus glamour de ce festival. A commencer par ce jury dirigé par Steven Spielberg, avec à son bord, entre autres, Nicole Kidman qui posera comme une déesse. Les pararazzis et les campeurs locaux n'auront pas volé leurs photos.

Quant aux cinéphiles, ils trouvent le programme alléchant sur papier, mais pas trop jeune ni novateur dans la course à la Palme d'or.

À Québec, on se prépare à suivre Sarah Préfère la course de Chloé Robichaud à Un certain regard et Le démantèlement de Sébastien Pilote à la Semaine de la critique. Mais en compétition, d'autres coins du monde ont la cote...

Cinq films américains (donc plein de stars), soit le quart de la sélection, ça fait beaucoup. Aucune valeur montante (elles avaient déçu l'an dernier), mais les meilleurs cinéastes « à griffe », souvent déjà palmés ou primés, dont les frères Coen, avec Inside Llewyn Davis, sur la vie d'un chanteur folk. Steven Soderbergh jure pour sa part signer son dernier film à travers Ma vie avec Liberace sur une liaison de l'extravagant pia-

niste (amants joués par Michael Douglas et Matt Damon).

Ajoutez le Jim Jarmusch (Only Lovers Left Alive) sur la vie amoureuse et érotique d'un musicien, et le Alexander Payne (Nebraska), road movie de père et fils. Quant à James Gray, toujours reparti bredouille de Cannes, il revient entêté avec The Immigrant, production d'époque à Ellis Island, la porte de New York. En vedette: Marion Cotillard et Joaquin Phoenix.

Le mythe américain

En fait, la présence américaine s'impose ici sous d'autres drapés, puisque The Great Gatsby de l'Australien Baz Luhrmann en ouverture hors concours revisite New York d'avant le Crash. Le Français Arnaud Desplechin, avec Jimmy P. Psychotherapy of a Plains Indian (en vedette: Benicio del Toro, Mathieu Amalric), explore le territoire américain et ses fossés culturels. L'acteur Ryan Gosling, que Cannes avait béatifié dans Drive du Danois Nicolas Winding Refn, est une des vedettes les plus attendues ici pour son rôle de petit caïd américain au Cambodge dans le thriller Only God Forgives du même cinéaste, qui trouve ses inspirations ailleurs qu'au Danemark.

À Un certain regard, Sofia Coppola, avec The Bling Ring, poursuit sa réflexion sur la dérive californienne.

Hors concours, le Français Guillaume Canet livrera son film américain Blood Ties.

La fascination pour le mythe américain rejoint tout le monde ici. Cannes ressemble de plus en plus à des mini-Oscar de premier semestre.

Erotique, cette 66^e édition. Des thématiques souvent olé! olé! avec aussi plusieurs portraits de musiciens, un côté cool.

La France est également très re-



ALBERTO PIZZOLI AGENCE FRANCE-PRESSE
Le réalisateur Steven Spielberg, président du jury du 66^e Festival de Cannes, arrivant à l'Hôtel Martinez, mardi.

présentée, donc. Cinq films également. François Ozon met en scène une adolescente prostituée (Marina Vacht, une nouvelle venue) dans Jeune et jolie. Polanski apatride, mais un peu français, revisite La Vénus à la fourrure de Sacher-Masoch en offrant le rôle de la belle masochiste à son épouse Emmanuelle Seigner.

Avec Un château en Italie, la Française Valeria Bruni Tedeschi se retrouve seule femme en compétition. Les autres sont refoulées à Un certain regard. Avec son compagnon Louis Garrel, elle se met en scène dans une histoire inspirée du parcours de sa riche famille italienne, qui enfanta par ailleurs la célèbre Carla.

Plusieurs films allèchent vraiment. Pour la première fois en compéti-

tion à Cannes, le cinéaste de La graine et le mulet, Abdellatif Kechiche, est sélectionné avec La vie d'Adèle sur des amours lesbiens (Léa Sedoux est de la fête).

Asghar Farhadi, l'Iranien oscarisé d'Une séparation, grand scénariste s'il en est, a tourné en France Le passé. Il y sera encore question de divorce et de famille divisée, mais à Paris avec Berenice Bejo, Tahar Rahim, etc.

D'autres pays hors de l'axe France/États-Unis sont représentés, faut pas croire. On entend dire grand bien de La grande bellezza de l'Italien Paolo Sorrentino. Cette histoire d'un écrivain dandy (avec son acteur fétiche Toni Servillo) serait dans la veine de son chef-d'œuvre Il Divo. J'ai très envie de voir Borgman du vétéran hollandais tatiésque Alex van Warmerdam (derrière Abel, Les habitants), sur un homme étrange qui infiltre une famille bourgeoise, comme dans Teorema, mais en plus glauque.

Le Japonais Kore-eda Hirokazu, qui nous avait donné l'extraordinaire Nobody Knows, revient avec Tel père, tel fils, sur un scénario de bébés jadis échangés, comme dans La vie est un long fleuve tranquille. A surveiller de très près aussi: A Touch of Sin du brillant cinéaste chinois Jia Zhangke (derrière Platform et Still Life), abordant la violence de la Chine en mutation. Ou Heli du Mexicain Amat Escalante, derrière le brutal et puissant Sangre. Ou encore Grigoris du Tchadien Mahamat Saleh-Haroun, qui avait réalisé L'homme qui crie, allégorie de l'Afrique noire sur fond de rêve brisé.

Alors glamour ou pas, reste que dans sa schizophrénie glamour et folle de l'Amérique, Cannes demeure la fête du cinéma. Or, c'est bien pour dire, on est là pour lui...

PHILANTHROPE

SUIITE DE LA PAGE 1

au Devoir, se posant en admirateur des William Hewlett et David Packard, ces entrepreneurs qui ont catalysé le développement des industries de pointe de la vallée californienne. « Réellement, certains d'entre eux ont encouragé ceux qui font beaucoup d'argent à donner la moitié de leur fortune, j'y crois. »

Pour expliquer sa générosité — il donne aujourd'hui 10 millions à l'École polytechnique pour que celle-ci œuvre en collaboration avec un institut de la faculté, qu'il a doté de 15 millions l'an dernier —, Lorne Trotter vous dirait en gros qu'il n'y peut rien, étant mû par une curiosité dévorante. « Comme l'avait déjà dit un scientifique québécois, ce que je vais regretter le plus à ma mort, c'est de ne plus être là pour apprendre encore plus », a dit l'homme de 64 ans qui a fait fortune avec Matrox, une entreprise de Dorval qui conçoit des solutions matérielles et logicielles dans les domaines de pointe de l'informatique graphique, de l'édition vidéo et du traitement d'image.

Cette curiosité lui est venue enfant, alors qu'un camarade de camp d'été est débarqué

avec une radio amateur. Lui qui ne savait rien de la science s'est rué dans les bibliothèques pour « tout savoir sur les secrets de l'univers », des origines de l'univers au fonctionnement du transistor, confie l'homme d'un naturel réservé. Fort d'une éducation solide reçue au Baron Byng High School, une école pour les jeunes de familles modestes, surtout juives de Montréal, Trotter, né d'une mère anglophone juive et d'un père franco-ontarien, a par la suite étudié en génie électrique à McGill grâce à une bourse. Il en est aujourd'hui redevable, dit-il.

« Je suis très intéressé à voir ce que ces jeunes vont sortir des instituts de recherche que j'ai financés. Ils vont m'aider à assouvir ma propre curiosité », raconte l'homme dans un français teinté d'un léger accent. « Je peux juste manger trois repas par jour, j'aime vivre bien, mais je n'ai pas besoin d'un château. J'ai plus de plaisir à faire faire des recherches avec mes dons. »

L'enfant émerveillé qu'il était vit toujours en lui. En témoignent le plaisir fou qu'il a eu à observer l'atterrissage de la sonde Curiosity au Jet Propulsion Laboratory, qui construit et super-charge des vols non habités de la NASA aux États-Unis, celui qu'il a eu à financer des conférences à McGill et à réunir des Prix Nobel et les plus grands spécialistes d'astrophysique, jusqu'à l'excitation qu'il a éprouvée lundi, lorsqu'il a assisté

à l'atterrissage de l'engin Soyouz au Kazakhstan, depuis l'Agence spatiale canadienne. « Tout ça m'amuse beaucoup », dit-il, enthousiaste.

Combattre les idéologies

À ses intérêts multiples, il existe un dénominateur commun: soutenir une science rigoureuse et objective, la « vraie » science. « Beaucoup de gens aujourd'hui ont peur de la science et s'en méfient, mais au contraire, il faut en apprendre le plus possible pour savoir sur quoi baser nos décisions », soutient-il.

Ces discours contre les pseudosciences et le détournement de certaines vérités scientifiques au profit d'idéologies est un véritable combat pour cet « optimiste technologique ». « Toutes les recherches qui vont se faire à la Polytechnique et à McGill vont être basées sur les meilleures connaissances et non sur les opinions politiques et les intérêts économiques », assure-t-il. L'Institut de l'énergie Trotter de Polytechnique et le Trotter Institute for Sustainability in Engineering and Design (TISED) de l'Université McGill devront d'ailleurs travailler en collaboration et partager leurs découvertes avec le plus grand nombre.

Se gardant de faire de la politique, il ne peut s'empêcher d'inviter le gouvernement à viser l'excellence des universités en les finançant « pleinement ». Le Québec n'est pas les États-Unis,

avec ses Harvard, Stanford et MIT, mais le potentiel est grand. « Nous avons ici des universités de ce calibre-là. Il ne faut pas les laisser descendre au même niveau que tout le monde, il faut encourager l'excellence. On a une équipe de hockey à Montréal. Qui ne veut pas qu'elle soit la meilleure? souligne-t-il. Nous avons plusieurs grandes universités et nous avons le nombre d'étudiants universitaires parmi le plus élevé en Amérique », a-t-il insisté. Les soutenir est dans l'intérêt de tous.

Il reconnaît que les universités québécoises anglophones comme McGill — elle-même fondée en 1821 par un don de James McGill — ont davantage développé la philanthropie, une culture qui vient du Canada anglais, mais surtout des États-Unis. Mais plus qu'une question de langue, le Québec, surtout Montréal, gagne à se développer dans ses pôles d'excellence. Et tous les moyens sont bons, y compris la philanthropie. « Je ne suis pas Bill Gates, j'ai des moyens pas mal plus modestes, mais j'aime mieux placer mon argent ici qu'ailleurs. »

D'autant que les voyages dans l'espace ne sont pas dans ses plans. « Ce n'est pas pour moi. Même si c'est le fun, j'aime mieux investir mon argent et regarder ce que les meilleurs sont capables de faire », souffle-t-il. A défaut de la lune, il se bornera à suivre les « vraies » étoiles.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514 985-3333



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390